ISSN 0024-7650

Israël après le rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila

P. 10 et 11

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 767 - 12 février 1983 - prix : 6 F

Affaire Barbie

les criminels qu'on juge, et ceux qu'on laisse courir

P. 20

Aux municipales

votez contre l'austérité, celle de droite comme celle de gauche.

Les listes "la voix des travailleurs contre l'austérité"

présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière

P.5

M 6189 - 767 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **Espagne : vers la fin de l'interdiction de l'avortement ?**
Pages 8 et 9 :
— **Paraguay : les arguments frappants et payants de la dictature.**
— **Le Nigéria en crise :**
• **Une longue tradition d'oppression.**
• **L'impérialisme français au Nigéria.**
• **Développement économique ou pourrissement de la société ?**
Pages 10 et 11 :
— **Israël : après le rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila.**
— **Israël au Liban : J'y suis, j'y reste.**

En France

Page 5 :
— **81 listes « La voix des travailleurs contre l'austérité ».**
Page 6 :
— **Retraite à 60 ans : le patronat accepte, parce qu'il n'y perd pas.**
Page 7 :
— **Citroën réprime avec l'appui d'Auroux, la CGT s'incline.**
Page 12 :
— **Chômage : fini le temps où les chômeurs français étaient les mieux indemnisés.**
Page 13 :
— **Chausson Gennevilliers : 4e semaine de grève.**
— **Renault Flins : la fin d'une grève.**
Pages 14 et 15 :
— **L'usine tue (Leroy-Somer Angoulême).**
— **La politique de la CGT : Air France Orly-Nord ; SKF Ivry ; PTT tri Paris-Austerlitz.**
— **En lutte : Alsthom Le Bourget ; poste de Paris 18e ; Chaffoteaux Saint-Brieuc ; garage Maublanc Rillieux ; maîtres-nageurs de Limoges.**
Page 20 :
— **Barbie : les criminels qu'on juge, et ceux qu'on laisse courir.**
— **Les mercenaires du monde capitaliste.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Théâtre : *Les trois mousquetaires.***
— **Livres : *Fils d'homme* de A. Roa Bastos ; *Table d'hôte* de D. Boulanger ; *Quel petit vélo à guidon chromé au fond de la cour ?* de G. Perec ; *Le 14 juillet 1989* de F.M. Arouet ; *La cave* de Th. Bernhard ; *Femmes, le second souffle* de Betty Friedan ; *Tempête sur la ville* de Gorki.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Antonieta* de Saura ; *La mort aux enchères ; A la recherche de la panthère rose ; Clémentine tango.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

C'est très lait

Une association de consommateurs britannique accuse le gouvernement anglais d'interdire l'importation de lait UHT (longue conservation) en provenance de France, de Hollande, du Danemark, non pour des raisons d'hygiène — comme il le prétend — mais par protectionnisme pur et simple.

D'ailleurs, la Cour européenne de justice a condamné la Grande-Bretagne à ce propos, l'accusant de « *manquer à ses obligations communautaires* ».

Comme quoi, côté commerce international, pour le lait aussi ça va de mal en pis.

Les soutiens de Médecin

A Nice, depuis trois semaines, le maire sortant, le célèbre Jacques Médecin, avait fait apposer sur les panneaux publicitaires de la ville une affiche représentant une jeune femme peu vêtue qui promettait d'abord : « *La semaine prochaine, j'enlève le haut* » ; puis : « *La semaine suivante, j'enlève le bas* ». Du déjà vu, mais enfin...

Le mardi 8 février, tout était enlevé et la jeune femme déclarait : « *Comme promis, après vingt et un mois de socialisme, je n'ai plus rien !* ».

Comme elle dissimule sa poitrine de ses bras, chacun devine qu'elle pense : « Heureusement qu'il me reste *mes deux seins* ! »... encore que Mé-de-cin puisse être mis en ballottage.

Pologne : ruée sur les papes !

Jean-Paul II vaut cinq fois sa valeur, au marché noir ! Voilà ce que rapporte l'hebdomadaire polonais *Polityka*.

Il faut préciser qu'il s'agit du cours d'une nouvelle pièce à l'effigie du pape polonais, d'une valeur nominale de 1 000 zlotys. Récemment mises en circulation, les pièces seraient déjà introuvables dans les banques ; d'où la spéculation, qui fait monter les cours.

Reste à savoir si les Polonais sont attirés par le saint-père ou par le saint-pèze ?

Communiqué

Une lectrice de la région bordelaise nous demande d'insérer le communiqué suivant :

« Pour le Salvador, en collaboration avec le comité Salvador-Amérique centrale de Bordeaux, projection d'un film suivi d'un débat animé par le comité de Bordeaux au centre Jean-Vigo le Trianon, 6, rue Franklin à Bordeaux, le mardi 15 février à 20 h 15.

Le film* La décision de vaincre : les premiers fruits *est un documentaire tourné entre juillet et août 1981 dans le département de Morazan, au Salvador. Il montre les premiers fruits de la lutte dans cette zone libérée : le développement de la production, l'assistance médicale, l'alphabétisation ».

ARMES FRANÇAISES POUR L'IRAK

Le gouvernement français a donné son accord pour livrer à l'Irak 29 Mirage F1, avant la fin de l'année, et étudie la demande irakienne de 5 avions Super-Etendard équipés des missiles Exocet, devenus célèbres avec la guerre des Malouines.

Ainsi, le gouvernement irakien pourrait éventuellement couper à l'Iran ses routes du pétrole. Les engins français pourraient atteindre et détruire le terminal pétrolier de Kharg, et ainsi dissuader les acheteurs d'y risquer leurs navires.

Il s'agit de la part du gouvernement français d'un pas de plus dans son soutien à l'Irak contre l'Iran.

La main de Khomeiny derrière les grèves de l'automobile, les dirigeants français l'ont inventée. Mais la main de la France impérialiste derrière l'Irak, elle, est bel et bien là !

Le lion sort ses griffes !

L'Union fédérale des consommateurs publie, dans sa revue *Que Choisir ?*, les résultats d'un sondage auprès de 19 000 conducteurs, interrogés sur les pannes qui ont immobilisé leur véhicule durant l'année.

A partir de leurs réponses, l'UFC a établi un classement de 120 modèles, du plus fiable au moins fiable.

La voiture la plus fiable est la fameuse « Coccinelle » Volkswagen... qui n'est plus fabriquée !

Ensuite, arrivent les modèles japonais et allemands. Tandis qu'un modèle français n'arrive qu'au vingtième rang pour les petites et moyennes cylindrées, et au vingt-neuvième pour les grosses. Manque de pot !

Un représentant de Peugeot s'est empressé de contester la validité de cette enquête, en arguant qu'elle avait été conduite, en grande partie, auprès de conducteurs belges. Une histoire belge, en somme ?

Une autre explication tient mieux la route : les modèles français détiennent la palme pour les pannes de freins et d'alternateurs...

Les Peugeot étant les pires de toutes !

Tout, tout, ils sauront tout...

Trois cents tonnes de publications pornographiques (revues, livres, enregistrements vidéo) ont été saisies par les policiers de Scotland Yard dans les sex-shops de Londres, en application de la loi qui interdit les publications obscènes.

D'après *Le matin*, « *les policiers vont à présent passer entre trois et six mois à visionner tout ce matériel* ». Pour établir le corps du délit ?

L'oraison du plus mort est toujours la meilleure !

Un pasteur américain, le révérend James Dotson, de Cleveland dans l'Ohio, n'a voulu laisser à personne d'autre que lui-même le soin de prononcer le sermon le jour de son enterrement. Se sachant condamné par la maladie, il avait enregistré sur un magnétoscope tout son service religieux.

Ce qui semble étrange, c'est qu'un pasteur protestant utilise les services d'un tube cathodique !

Au diable l'avarice !

Dans un communiqué publié le 5 février, le ministère de l'Economie et des Finances indique que « *des engagements ont été signés le 4 février 1983 par Renault et Peugeot SA (...). Ils prévoient une augmentation maximale de 7,5 % du prix des voitures en 1983. Une première étape de 2 % peut intervenir immédiatement* ».

Le relèvement de 2 % aurait dû intervenir au printemps. Le printemps est précoce, et cela a probablement à voir avec les grèves qui viennent de fleurir dans l'automobile. La direction de Renault a dû céder plus qu'elle ne l'avait prévu, par crainte de l'extension des conflits. La voilà donc, illico presto, autorisée à se racheter sur les prix.

C'est ce qu'on appelle l'échelle mobile des profits !

Et la différence entre l'échelle mobile des profits et l'échelle mobile des salaires, c'est que la première est encouragée par le gouvernement, tandis que la seconde est réprouvée, voire combattue par lui.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Aux municipales,

votez contre l'austérité, celle de droite comme celle de gauche

LES élections municipales approchent et malgré le caractère local de ce type de scrutin, il est certain que le résultat global aura un caractère politique.

Car depuis que la gauche est au gouvernement, nous avons eu le temps de nous rendre compte que le changement promis consistait tout simplement à poursuivre la même politique, celle que menait la droite auparavant, une politique qui en cette période de crise consiste essentiellement à faire payer aux travailleurs les conséquences de la crise économique.

Et le Parti Communiste et le Parti Socialiste qui demandent aux électeurs de soutenir l'action du gouvernement nous disent d'avance que, s'ils gagnent ces élections ou ne les perdent pas, le gouvernement y verra la preuve que les travailleurs soutiennent sa politique ; qu'ils acceptent l'austérité, la rigueur ; qu'ils trouvent normal qu'on leur demande de se sacrifier pour le profit des entreprises, du patronat.

Ce sera pour eux la preuve que les travailleurs sont prêts à supporter la poursuite de la politique d'austérité.

Si la droite remportait un succès, ils en tireraient d'ailleurs la même conclusion : qu'il faut donc resserrer les rangs derrière le gouvernement en danger, et que sa politique de rigueur est la seule possible si on ne veut pas voir revenir la droite au pouvoir.

Le résultat des élections ne changera rien. Qu'elles soient un succès pour la gauche ou pour la droite, ce sera dans les deux cas la poursuite de la même politique anti-ouvrière.

En fait, c'est Mitterrand lui-même qui a déjà fait savoir que le résultat des élections n'influera pas sur sa politique. Il ne l'a pas dit lui-même, certes. Mais il l'a fait dire d'une certaine façon par Edmond Maire, le secrétaire de la CFDT, par Michel Rocard et par Jacques Delors.

Par la bouche de ces gens-là, Mitterrand nous déclare d'avance que l'austérité va de toute façon continuer et se renforcer. Il l'annonce la veille des élections, pour bien montrer à la bourgeoisie, aux classes possédantes, que lui il est sérieux et responsable et qu'il ne fera pas la moindre promesse électorale, même si la gauche doit y perdre des mairies.

Mitterrand et le gouvernement Mauroy sont prêts à être impopulaires, prêts à perdre des municipalités, et ne changeront pas leur politique pour cela. Ils tiennent à l'affirmer et à le démontrer à la bourgeoisie, au patronat. Ils veulent montrer à ceux-ci qu'ils se sentent responsables, non pas devant les travailleurs, non pas devant les électeurs, mais devant eux, les bourgeois et les patrons. Car élections ou pas, c'est la politique de ces gens-là qu'ils font.

Alors, si les gouvernants de la gauche eux-mêmes se moquent du résultat des élections, se moquent des électeurs et tiennent à le faire savoir, eh bien les travailleurs ne doivent pas être les seuls à croire qu'il y a un véritable enjeu à ces élections municipales.

Dans ces élections, Lutte Ouvrière présente en commun avec la Ligue Communiste Révolutionnaire des listes qui veulent faire entendre, comme le proclame leur nom, *« La voix des travailleurs contre l'austérité »*. C'est seulement en votant pour ces listes que les travailleurs pourront faire un vote que personne ne pourra interpréter à leur place.

La droite ne se félicitera certainement pas des voix qui se porteront sur des candidats radicalement opposés à tout ce qu'elle représente, comme à toute concession envers elle.

Et les partis gouvernementaux de gauche ne pourront pas non plus dire que les travailleurs approuvent la politique gouvernementale, le blocage des salaires, les atteintes à la Sécurité sociale ou aux droits des chômeurs, l'austérité qui consiste à faire payer les pauvres pour mieux subventionner les riches.

Voter pour les listes *« La voix des travailleurs contre l'austérité »* sera la seule façon de voter clairement contre la droite en même temps que contre cette gauche qui poursuit la même politique. Ce sera montrer que les travailleurs ne sont pas dupes du faux choix qu'on leur présente entre deux politiques identiques.

Et, là où les listes *« La voix des travailleurs contre l'austérité »* ne seront pas présentes, il faudra le montrer aussi. Ne serait-ce qu'en inscrivant *« Non à l'austérité »* sur un bulletin des partis qui se réclament du gouvernement.

Arlette LAGUILLER

Rocard fait des plans... pour son avenir

En même temps que Maire, Rocard a jeté son petit pavé dans la mare électorale de la gauche. Dans une interview au bi-mensuel *L'Expansion* du 4 février, il a entonné à son tour le refrain de la nécessaire austérité. Sentant *« venir des échéances difficiles »*, il veut *« prévenir les gens » :* une baisse du pouvoir d'achat est inévitable, dit-il. Il a même critiqué la malheureuse baisse de 2 centimes du prix du litre d'essence : ce serait donner aux gens de mauvaises habitudes !

Rocard est au ministère du Plan, mais il a de plus grandes ambitions ! Alors à coups de petites phrases ou de grandes déclarations, plus ou moins critiques, il rappelle de temps en temps son existence. Il cherche à apparaître comme un homme *« différent au sein de la gauche »*.

« Ma fonction ministérielle, explique Rocard au journaliste de *L'Expansion, ne comporte la charge d'aucun département « chaud », c'est-à-dire exposé au front »...*

Les hommes, qui comme Mauroy sont *« au front »*, endossent plus directement la responsabilité d'une politique impopulaire. Rocard, lui, tente de tirer parti de sa position actuelle de second plan. Il dit carrément qu'il vise haut et loin : *« On sait d'avance que rien ne se jouera avant fin 1986 ou début 1987 »*, explique-t-il, après avoir rappelé que sa *« force c'est d'être en tête des sondages dans l'opinion des gens de gauche »* et que les hommes (comme lui, évidemment) *« qui ne se conduisent pas comme des robots commandés par un appareil collectif, sont sans doute plus sympathiques à l'opinion... »*.

L'avenir dira si, par de tels projets, le ministre du Plan fait des plans... sur la comète ! C'est Mitterrand le patron. C'est lui qui peut décider de remplacer Mauroy par un autre. Par qui, et quand ?

Voilà qui échappe encore aux plans de Rocard.

« Avant et après » les élections : une politique anti-ouvrière

Sous le titre *« Avant et après »*, Roland Leroy, dans *L'Humanité* du 7 février, expose à nouveau à ses lecteurs les raisons qu'ils auraient de voter pour la gauche aux prochaines élections municipales.

Pour Roland Leroy, ces élections ont un enjeu politique. Si d'une façon ou d'une autre la droite pouvait se targuer d'un succès électoral, la situation serait pire pour les travailleurs, dit-il. Les dirigeants de la droite, écrit-il, *« rêvent, comme étape sur le chemin de leur revanche, d'un infléchissement de la politique du gouvernement. Tous souhaitent un retour à la politique d'austérité. C'est l'enjeu. Ou bien donner à la droite les moyens de dévoyer la politique engagée. Ou bien donner à la gauche les moyens d'aller de l'avant ».*

Mais les hommes politiques de la droite, Chirac, Barre n'ont pas à « *infléchir la politique du gouvernement* ». Celle-ci s'infléchit toute seule, toujours dans le même sens : celui de l'austérité et des attaques anti-ouvrières.

Ce que veulent les hommes politiques de la droite, c'est tout simplement... la place qu'occupent aujourd'hui ceux de la gauche ; c'est revenir au gouvernement pour jouer ce rôle de contremaître au service de la bourgeoisie.

Bien sûr, un succès électoral du RPR aux prochaines élections pourrait mettre Chirac en meilleure position, et contre ses rivaux de gauche, et contre ses rivaux de droite, de l'UDF. Mais ce succès ne lui donnerait pas encore la place. Et cela dit, ce n'est pas le problème. Quand bien même la route serait barrée aux hommes de droite, la politique de droite est là !

Depuis vingt mois, ce sont Mitterrand et ses ministres socialistes et communistes qui sont les « contrecoups » au service de la bourgeoisie.

Dans la période de crise actuelle, où les marchés se rétrécissent, où la production tend à baisser, la bourgeoisie française, comme les autres, ne peut pas maintenir ses profits en modernisant ses usines, en investissant pour produire plus et plus vite... des marchandises qu'elle ne vendrait pas.

Alors, elle maintient ses profits en prenant sur la part des classes populaires, en réduisant globalement le niveau de vie des travailleurs.

D'où une multitude d'attaques contre la classe ouvrière que le gouvernement de gauche a menées pour le compte des possédants.

Ce sont les gouvernants de gauche qui ont bloqué les salaires, tandis que les prix continuaient à monter, réduit les prestations sociales, la part globale des allocations de chômage, permis aux entreprises de se débarrasser des travailleurs les plus âgés, progressivement remplacés, quand ils le sont, par d'autres, des plus jeunes et des « nouveaux »... avec des salaires de débutants.

Et globalement, même si cela n'apparaît pas dans les statistiques officielles, cela signifie une baisse générale du niveau de vie des classes populaires.

La bourgeoisie française se prépare à des conditions de crise plus dures, à une aggravation. Elle a besoin de réduire les conditions de vie des travailleurs, et le gouvernement de la gauche l'y aide depuis vingt mois par une série de mesures insidieuses, qui passeraient presque inaperçues, mais qui sont néanmoins efficaces.

Et une partie des revenus de la population a été ainsi transférée aux entreprises, directement ou en transitant par les caisses de l'Etat.

Telle est la politique de la bourgeoisie dans la crise, menée aujourd'hui par Mitterrand et ses ministres socialistes et communistes. Ils viennent même de se permettre quelques attaques plus spectaculaires contre les travailleurs qui voudraient exprimer leur mécontentement. Mauroy a calomnié les OS grévistes de l'automobile. Auroux a rappelé à l'ordre la CGT, et encouragé la direction de Citroën à engager des procédures de licenciement contre les dirigeants cégétistes combatifs de l'usine d'Aulnay-sous-Bois.

Ces attaques ont été volontairement voyantes. Mauroy et Auroux et tout le gouvernement ont voulu voir jusqu'où ils pouvaient aller, si les travailleurs réagiraient et comment. Pour la suite, ils veulent habituer les travailleurs à des manières plus dures. Et ils font des essais.

Alors le problème n'est pas de « barrer la route à la droite », alors que de toute façon les hommes au pouvoir font sa politique et la renforcent.

Les travailleurs, même déçus, ne voteront pas à droite. Mais leur intérêt, surtout, serait de ne pas cautionner par leur vote la politique de droite que mènent au gouvernement des hommes qui se prétendent de gauche.

Car « après comme avant » les élections municipales, c'est le même gouvernement de la gauche qui continuera ses attaques contre les travailleurs. Et si quelque chose peut être utile pour les travailleurs, c'es de se déterminer par rapport à ce gouvernement en place, c'est d'en condamner la politique dont ils sont mécontents.

Mais bien sûr, les dirigeants du Parti Communiste préfèrent discuter de la droite que de la gauche gouvernementale. Ils savent que la politique de la gauche est de plus en plus impopulaire, à juste titre. Roland Leroy conclut son éditorial de la sorte : « *Les électrices et les électeurs de gauche doivent se prononcer pour ce qui a été fait et pour ce qui reste à faire en votant pour la gauche unie* ».

Etant donné ce qui a été fait, et dont les travailleurs sont juges, il ne reste plus à Leroy et au PC qu'à appeler à voter pour... ce qui reste à faire !

Les élections diront si les travailleurs s'y laisseront prendre.

Michelle VERDIER

S'ils se foutent des électeurs, nous, on se fout des élections !

Jean Auroux, le ministre socialiste du Travail, vient de lancer un avertissement à la CGT à propos des incidents survenus à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.

Selon lui, ou bien la CGT a voulu les incidents, ou bien elle est incapable de tenir les ouvriers. Car pour un ministre socialiste du Travail, bien sûr, les syndicats ça doit servir à contenir le mécontentement des travailleurs.

La CFDT, elle, est sans doute un syndicat responsable, selon Auroux. Parce qu'Edmond Maire, lui, du perron de l'Elysée, en sortant de chez Mitterrand, a su dire que la CFDT était consciente qu'il y aurait un nouveau plan de rigueur après les élections et qu'il fallait comprendre que la crise imposerait d'autres sacrifices aux travailleurs.

Bien sûr, l'annonce, par Maire, de tels projets de Mitterrand, n'a pas fait plaisir à bon nombre de responsables du Parti Communiste et du Parti Socialiste qui doivent affronter les élections municipales. De même sans doute que la déclaration d'Auroux.

Ces propos peuvent être jugés inopportuns dans cette période électorale. Ils peuvent faire perdre quelques voix aux candidats du PS et du PC.

Mais les dirigeants de ces partis gouvernementaux craignent-ils vraiment de perdre des voix ? Craignent-ils vraiment de perdre une partie de leur électorat populaire de gauche ?

Pourtant, si quelque chose peut faire perdre des voix de gauche aux candidats du PS et du PC aux prochaines municipales, c'est la façon dont, au gouvernement de la bourgeoisie, les ministres de gauche rendent la vie plus dure à tous ceux qui travaillent. C'est leur politique. Ils le savent tous. Et s'ils craignent un peu les réactions de leurs électeurs, ils ne les craignent pas au point de changer de politique.

C'est en connaissance de cause que les ministres socialistes et communistes ont bloqué les salaires, diminué les prestations sociales et les allocations de chômage. C'est en connaissance de cause que depuis vingt mois, ils ont pris le relais des Barre et des Giscard, sur la même lancée, et dans le même but de servir les intérêts des possédants dans cette période de crise. C'est en connaissance de cause que ces gens-là servent les intérêts de la bourgeoisie, en sachant bien que ça les rendra impopulaires. Et ils savent bien que l'impopularité, ça peut se payer au moment des élections. Mais qu'importe ! Ils ont fait le choix !

C'est à la bourgeoisie qu'ils rendent des comptes. C'est de la bourgeoisie qu'ils veulent d'abord être reconnus comme de loyaux serviteurs. Leurs électeurs passent après, même en période électorale. C'est à cela que la bourgeoisie pourra juger de leur sérieux en tant que président, Premier ministre ou petits ministres.

Et s'ils se jettent quelques pavés à la tête entre la gauche et la droite, c'est parce qu'ils sont nombreux sur les rangs à vouloir défendre les mêmes intérêts bourgeois, c'est qu'ils se font concurrence pour les mêmes postes et la même tâche. Et ce n'est pas seulement Chirac qui menace Mauroy. C'est aussi Delors ou Rocard, pourtant du Parti Socialiste tous les deux. Ce qui explique que lorsque l'un parle de rigueur, il y en a un autre qui parle de plus de rigueur encore !

Mais s'ils rivalisent de rigueur, de menaces ou d'avertissements, c'est toujours contre la classe ouvrière. Au risque de perdre des voix, ce dont ils se moquent au fond.

Alors, nous les travailleurs, ne soyons pas les seuls à craindre ou espérer quelque chose des élections.

Les élections, s'ils s'en foutent, nous aussi !

Les quelques centaines de grévistes de Renault et de Citroën ont obtenu plus, en quelques jours de grève, que des millions d'électeurs en deux ans de pouvoir de la gauche.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 6 février 1983).

81 LISTES
« La voix des travailleurs contre l'austérité »

Présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière dans la campagne des municipales

La préparation des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière aux élections municipales se poursuit. Elles seront présentes dans environ 80 communes, essentiellement des grandes villes ou des banlieues ouvrières.

Il faut que le plus grand nombre possible de travailleurs ait la possibilité de condamner un gouvernement qui leur fait la guerre, sans pour autant donner leurs voix à la droite, ou s'abstenir.

Il faut que le plus grand nombre possible de travailleurs puisse voter à gauche, mais sans cautionner des candidats du Parti Socialiste ou du Parti Communiste, qui s'affirment solidaires de la politique gouvernementale d'austérité et de « rigueur ».

Voter pour les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » sera la seule façon de le faire.

Avant, pendant, après les élections municipales, il faut montrer qu'un courant de travailleurs existe, qui ne se laissent pas tromper, qui savent que l'issue n'est pas dans les urnes, mais dans la lutte, dans la mobilisation des forces de toute la classe ouvrière — la seule chose que la bourgeoisie craigne vraiment. Il faut que ce courant s'exprime. Il le pourra par le vote pour les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » !

Déclaration de la LCR, de LO et de la LOR

Des représentants de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière, qui présentent nationalement les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité », ont rencontré des représentants de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, le mercredi 2 février.

Ces derniers ont fait part de leur accord avec la plate-forme politique de la campagne municipale organisée par la LCR et LO. Les représentants de la LOR se sont aussi déclarés d'accord avec les clauses du protocole organisationnel conclu entre les deux organisations et ont affirmé leur volonté d'en respecter le cadre, afin de collaborer au succès de cette campagne.

Dans ces conditions, il a été convenu, entre les représentants des directions nationales des trois organisations, que des candidats membres de la LOR figureraient sur les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » à Creil (Oise) ainsi que dans les XI^e^ et XX^e^ arrondissements de Paris.

Dans ces communes, les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » seront donc soutenues publiquement par LO, la LCR et la LOR.

Dans les autres municipalités où les listes soutenues nationalement par LO et la LCR présenteront des candidats, la LOR apporte son soutien politique à ces listes et appellera à voter pour elles.

SOUSCRIPTION LUTTE OUVRIÈRE

AIDEZ LES LISTES « LA VOIX DES TRAVAILLEURS CONTRE L'AUSTÉRITÉ » POUR QU'ELLES SOIENT LE PLUS NOMBREUSES POSSIBLE !

Plus vous nous aiderez, plus nous pourrons être présents dans un grand nombre de communes, et plus nombreux seront les travailleuses et les travailleurs qui auront la possibilité d'exprimer leur désaccord avec la politique anti-ouvrière du gouvernement, tout en votant résolument à gauche !

Souscrivez pour qu'il y ait le plus possible de listes de candidats révolutionnaires présentées aux municipales !

Si vous pouvez nous aider à constituer une liste dans votre localité, écrivez-nous !

TOUS VERSEMENTS : A L'ORDRE DE MICHEL RODINSON, CCP PARIS 6 851-10 R, AVEC LA MENTION « SOUSCRIPTION MUNICIPALES ».

TOUT COURRIER A : LUTTE OUVRIÈRE, B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18.

REUNIONS PUBLIQUES

SAINT-CHAMOND
Samedi 12 février 1983 à 16 heures
Maison des Sociétés

RENNES
Meeting avec Arlette Laguiller et Alain Krivine
Mardi 15 février à 20 h 30
Salle des Lices

BESANÇON
Meeting commun LO-LCR avec Alain Krivine
Le 16 février à 20 h 30
Salle Battant

MONTBELIARD
Meeting commun LO-LCR avec Alain Krivine
Le 17 février à 20 heures
Théâtre de Montbéliard

AULNAY-SOUS-BOIS
Meeting avec Arlette Laguiller.
Le 17 février à 20 h 30.
Ecole Jules Ferry (face au 16, rue de Tourville). La Rose-des-Vents - Aulnay 3000.

GRENOBLE
Meeting commun LO-LCR avec Alain Krivine
Le 18 février

CREIL
Meeting avec Arlette Laguiller.
Le 19 février à 20 h 30.

ROUEN
Meeting avec Arlette Laguiller et Alain Krivine
Le 23 février à 20 h 30
Salle Sainte-Croix-des-Pelletiers

BELFORT
Meeting avec Arlette Laguiller
Le 24 février
Centre Culturel des Résidences, rue de Madrid

LE HAVRE
Meeting commun LO-LCR
Le 24 février à 20 h 30
Salle François-1^er^

NANCY
Meeting avec Arlette Laguiller
Le 25 février

LYON
Meeting avec Arlette Laguiller
Le 2 mars

LILLE
Meeting avec Arlette Laguiller
Le 3 mars

Province

Agen
Albi
Alençon
Alès
Amiens
Bayonne
Belfort
Besançon
Blois
Bordeaux
Bourges
Brest
Castres
Cenon
Chambéry
Clermont-Ferrand
Creil
Dijon
Dreux
Grenoble
Joué-les-Tours
Le Havre
Le Puy
Lille
Limoges
Lyon 3^e^
Lyon 8^e^
Lyon 9^e^
Marseille 1^er^
Marseille 6^e^
Martigues
Montbéliard
Montpellier
Nancy
Nantes
Orléans
Pau
Perpignan
Pessac
Poitiers
Reims
Rennes
Roubaix
Rouen
Saint-Chamond
Saint-Nazaire
Saint-Etienne-du-Rouvray
Sotteville-lès-Rouen
Strasbourg
Toulouse
Tours
Troyes
Vierzon
Villeurbanne

Région parisienne

PARIS 11^e^, 13^e^, 14^e^, 18^e^, 19^e^, 20^e^
DANS L'ESSONNE :
Evry
Massy
DANS LES HAUTS-DE-SEINE :
Clichy
Gennevilliers
Issy-les-Moulineaux
Levallois
Malakoff
Nanterre
DANS LA SEINE-SAINT-DENIS :
Aubervilliers
Aulnay-sous-Bois
Bobigny
Les Lilas
Saint-Denis
Saint-Ouen
DANS LE VAL-DE-MARNE :
Créteil
Villejuif
Vitry
DANS LE VAL-D'OISE :
Argenteuil
Pontoise
DANS LES YVELINES :
Houilles
Trappes

A PARIS LE 4 MARS
Grand rassemblement
avec Alain Krivine et Arlette Laguiller

Square de Choisy
M° Tolbiac ou Place-d'Italie

SUBVENTIONS A L'INDUSTRIE

Des fonds pour un gouffre sans fond

Le Conseil des ministres du 9 février a approuvé la proposition du ministre de l'Industrie, J.P. Chevènement, de doter de 20 milliards de subventions diverses les entreprises nationalisées industrielles, pour l'année 1983. Il s'agit presque uniquement des entreprises qui ont été nationalisées il y a un an juste, le 11 février dernier. Cette somme ne comprend pas les subventions de l'Etat à l'« ancien » secteur nationalisé, ni le rachat du « nouveau » secteur nationalisé (qui coûterait sept milliards pour 1983).

En fait, ces 20 milliards ne constituent pas une surprise. Chacun savait que les nationalisations d'il y a un an exigeraient le soutien de l'Etat, puisqu'il s'agissait d'entreprises déficitaires auxquelles l'Etat venait déjà en aide. D'autre part, ces 20 milliards étaient déjà inscrits aux budgets 1982 et 1983.

De Barre en Mauroy, de Monory en Chevènement, il n'y a rien de fondamentalement changé : c'est toujours la même ponction sur les revenus des masses populaires, au profit de l'industrie. Et toujours sans même que ces subventions soient conditionnées par un maintien de l'emploi. Ainsi, la sidérurgie qui licencie se voit accorder la part du lion des nouvelles subventions, avec 6,45 milliards. Quant aux autres groupes, s'ils parlent d'un maintien de l'emploi, c'est globalement, en comptant sur la *« croissance externe »*, c'est-à-dire sur les PMI de leurs branches, pour compenser les diminutions d'emplois rendues nécessaires par la *« modernisation »*.

Bien sûr, selon le gouvernement, la différence avec la situation précédente est que les subventions qu'il donne vont maintenant à des groupes nationalisés, et qu'il en a donc le contrôle. Mais qu'est-ce que ça change, pour les travailleurs, si les patrons « nationalisés » se comportent exactement comme les patrons privés ? Quant à l'argent, par le biais des sous-traitants et des commandes, il va aussi finalement à des patrons du privé dont il arrondit les profits et le capital.

A.V.

FISCALITÉ

Si tu ne veux pas payer d'impôts... cache ton vélo !

Au moment où tombent les feuilles d'impôt (le premier tiers provisionnel et les déclarations), il est utile de rappeler que, contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, ce sont les plus pauvres qui payent le plus d'impôts.

Certes, l'impôt sur le revenu est progressif, puisque le prélèvement fiscal peut aller jusqu'à 65 %, dans les tranches les plus hautes. Et évidemment cet impôt-là touche peu les ménages les plus défavorisés.

Selon une étude de l'INSEE parue dans la revue *Economie et Statistiques* de novembre 1982, 40 % des ménages les plus pauvres paient seulement 2 % de l'impôt sur le revenu. Mais il se trouve que l'impôt sur le revenu ne représente que le cinquième environ des recettes de l'Etat. La plus grosse partie (45 %) provient de la TVA, l'impôt indirect qui frappe la consommation et que tout le monde paie.

Compte tenu de différents taux de TVA (dont un taux majoré censé frapper les objets de luxe) et des différences de consommation, on pourrait s'attendre à ce que les riches contribuent, proportionnellement plus que les pauvres à cet impôt indirect... Il n'en est rien, au contraire !

La même étude de l'INSEE démontre, chiffres à l'appui, que la TVA n'est que très faiblement progressive par rapport à la consommation. Pour les petits revenus, le taux moyen de TVA payé sur les produits qu'ils consomment est de 8,9 %. Ce taux s'élève doucement pour atteindre seulement 10,6 % pour les plus hauts revenus.

En réalité, non seulement la TVA n'est pas vraiment progressive par rapport à la consommation, mais elle est même dégressive par rapport au revenu, c'est-à-dire que plus on gagne, moins proportionnellement on paye. Car, dans les familles pauvres, tout le budget est consommé ; tandis que chez les riches, une grande part va vers l'épargne et les investissements ; cette épargne procurant à son tour des revenus, qui bénéficient de nombreuses possibilités de fiscalité réduite.

Ainsi, les chiffres montrent que 40 % des ménages les plus pauvres disposent ensemble de 12 % des revenus avant impôt, mais payent 22 % de la masse totale de la TVA sur la consommation. Leur charge de TVA est donc plus importante que leur part de ressources.

Au total, le poids des impôts, de tous les impôts, sur les revenus varie sensiblement selon les catégories sociales, mais dans le sens inverse de la justice sociale !

La Vie Ouvrière - spéciale impôts cite à ce sujet une étude du CREDOC qui compare l'ensemble des prélèvements obligatoires (impôts directs, indirects et cotisations sociales) aux revenus (en y incluant les prestations sociales) : les ouvriers donnent ainsi 49,2 % de leurs revenus, les employés 45,2 %, les cadres moyens 44,5 %, les cadres supérieurs 41,8 % et les professions libérales 26,6 % seulement !

Claude CHARVET

RETRAITE A 60 ANS

Le patronat accepte... parce qu'il n'y perd pas

L'accord signé le 4 février sur la retraite à 60 ans vient compléter l'ordonnance gouvernementale du 23 mars 1982.

Celle-ci prévoyait qu'un salarié ayant cotisé pendant 37,5 annnées pourrait partir à 60 ans, avec 50 % de son salaire (calculé sur les dix meilleures années), représentant la part versée par le régime général de la Sécurité sociale.

Restait en suspens le problème du complément, versé par les caisses de retraites et qui, jusque-là, se montait à 20 % du salaire moyen (calculé sur l'ensemble des années de travail).

Pour les caisses de retraites complémentaires, l'avancement à 60 ans de l'âge de la retraite représentait une charge supplémentaire qu'elles n'étaient pas prêtes à financer. De leur côté, patrons et syndicats refusaient toute augmentation des cotisations à ces caisses.

Finalement, l'accord prévoit la création d'un Fonds spécial, financé par des fonds jusque-là affectés par l'UNEDIC à la garantie de ressources (et dont les deux tiers proviennent de cotisations, l'autre tiers étant payé par l'Etat). Par ailleurs, les caisses de retraites sont invitées à émettre des emprunts. Ainsi elles assureront, dès 60 ans, le versement des 20 % complémentaires.

Au total, ce nouveau système n'est apparemment pas défavorable aux salariés, si on le compare au précédent système de pré-retraite en vigueur. Du moins pour les salariés aux revenus les plus modestes. Et le gouvernement a annoncé la création, pour le régime général, d'un minimum de pension de 2.200 F par mois (qui aboutirait, avec les compléments, à une retraite minimum de 2.900 F).

Et, d'après *Le Monde* des 6-7 février, pour un smicard, au total, *« ses ressources seront égales à 80 % du salaire antérieur »*.

Par contre, pour un salarié gagnant entre 4.000 F et 7.000 F par mois, toujours d'après *Le Monde*, sa retraite représentera de 65 à 70 % de son salaire antérieur.

Du côté des cadres, enfin, alors que la garantie de ressources leur assurait de 65 à 70 % de leur salaire, le nouveau système ne leur en assure plus, à 60 ans, que 52 % en moyenne. D'où les réticences de la CGC à signer l'accord.

Pour les travailleurs, qui pourront maintenant, s'ils le désirent, partir en retraite à 60 ans, c'est évidemment une bonne chose, même si cela représente une baisse importante de leurs ressources.

Est-ce pour autant une « grande victoire de la classe ouvrière », comme le clame la gauche ? C'est moins sûr.

Globalement, la classe ouvrière verra sa part de revenus baisser : son niveau de vie, déjà durement entamé par le chômage, le développement de toutes les formes de travail provisoire, en prendra un nouveau coup.

Et ce que perdra la classe ouvrière en revenu global, ce sont les patrons qui l'empocheront. Car, pour chaque travailleur qui s'en va à la retraite, c'est un salaire de moins à verser. Et, même si chaque retraité était remplacé par un jeune chômeur (ce qui, en cette période de course à la productivité, ne sera sûrement pas le cas), le salaire versé au second sera bien moindre que celui du premier.

En fait, en cette période de crise, la retraite à 60 ans est une mesure qui non seulement n'est pas contraire aux intérêts des patrons, mais va même dans leur sens.

Alors pourquoi les patrons font-ils grise mine devant l'accord et la droite crie-t-elle à l'aventure, à l'imprudence ?

C'est parce qu'ils préparent l'avenir. Aujourd'hui, l'accord a été signé, sans aucune majoration de cotisation. Mais pour combien de temps ? Pendant combien de temps l'Etat, la Sécurité sociale, l'UNEDIC, assureront-ils cette charge nouvelle sans que resurgisse à nouveau le spectre du déficit et de la faillite, et que l'Etat redécouvre la nécessité d'une augmentation des cotisations... ou d'une diminution des prestations ?

Les patrons, à l'avance, déclarent qu'ils ne seront pas d'accord pour payer. Et c'est le sens des prises de position du CNPF. Ils savent que le gouvernement est prêt à faire la part belle à leurs doléances. Il l'a déjà montré.

Aux travailleurs, par contre, le gouvernement a déjà montré, à maintes reprises, que pour lui il n'y a pas d'avantages acquis qui tiennent.

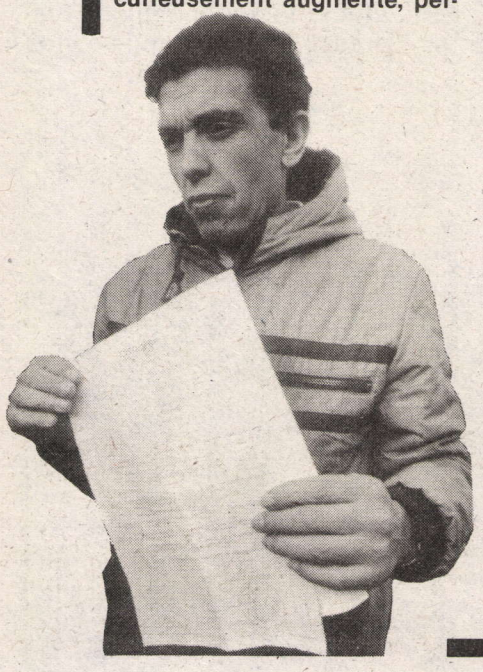
Jean-Jacques LAMY

CITROËN

La direction réprime avec l'aide d'Auroux la CGT s'incline

Les incidents qui eurent lieu à l'usine de Citroën-Aulnay, le 2 février, témoignent de la volonté délibérée de la direction de s'en prendre de front à une combativité des OS qui n'a pas cessé depuis la grève de mai-juin 1982.

Au fil des jours, le nombre des prétendues victimes des violences des immigrés a curieusement augmenté, permettant à la direction et aux commandos de la CSL de se poser en victimes des militants cégétistes.



Alors que les méthodes répressives de Citroën sont notoires, que l'usage de pressions, de chantages, de commandos, est quotidien dans ses usines et que les incidents du 2 février étaient visiblement le fait de la direction ou de la CSL, toutes les déclarations d'Auroux, le ministre socialiste du Travail, allèrent dans le sens de l'appui du gouvernement à Citroën. L'initiateur des prétendus *« nouveaux droits pour les travailleurs »*, Auroux, à la suite des incidents, a immédiatement condamné *« le recours à la violence, les atteintes à la liberté du travail et aux libertés individuelles »* et ce qu'il appelait *« des pratiques relevant des méthodes terroristes »*. Et dans une interview donnée le 4 février au journal *Le Matin*, Auroux insistait : *« Le mot d'ordre de débrayage a été lancé par la CGT. De deux choses l'une : ou bien ces mouvements ont échappé à cette organisation, et je lui donne acte de son incapacité à maîtriser les désordres ; ou bien ces débordements étaient prévus à l'avance, et la CGT en porte la responsabilité »*.

Il n'est pas étonnant que le patron de Citroën se soit senti encouragé à envisager des procédures de licenciement.

Trente lettres de mise à pied furent expédiées, quatre à destination de délégués de la CGT, dont le responsable de la CGT d'Aulnay, Akka Ghazi.

En sanctionnant des OS, en frappant des travailleurs immigrés, la direction voulait faire un exemple, non seulement pour Citroën mais vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs de l'automobile.

A la suite des semonces gouvernementales, la CGT, tout en dénonçant en paroles l'attitude provocatrice de la direction qui empêcherait les ouvriers de travailler, appelait les travailleurs à faire preuve de *« calme et de responsabilité »*.

Alors que la tension était grande, le vendredi 4 février, l'après-midi, c'est Akka Ghazi lui-même, un des licenciés, secrétaire du syndicat CGT, qui appelait les travailleurs à aller au travail sans incidents et... à attendre.

Ainsi, au moment où la direction entendait non seulement licencier trente travailleurs combatifs et militants qui auraient *« participé ou incité »* aux incidents, mais en plus portait plainte au tribunal de Bobigny pour une éventuelle action judiciaire, la CGT se contentait d'appeler au calme, à ramasser des pétitions et à en appeler à une commission d'enquête sur les libertés comprenant des représentants syndicaux, de la direction et des juristes.

Au moment où une riposte aurait pu avoir lieu, Georges Gutierrez, un des responsables de la fédération CGT de la métallurgie, se félicitait que les travailleurs d'Aulnay, en suivant les consignes attentistes de la CGT, feraient preuve de *« sang-froid et de fermeté »*. Le journal *L'Humanité* reprenait à son compte ces commentaires, dans son édition du 9 février, et énonçait que *« la direction est embarrassée »*. Devinez pourquoi ? Parce que les travailleurs *« vont travailler normalement »*, malgré les menaces de licenciements !

Georges Marchais, dans *L'Humanité* du même jour, rappelait que les travailleurs de Citroën ne demandent qu'une chose, qu'on les respecte, et concluait ainsi ses réflexions sur Citroën : *« Décidément la balle est bien dans le camp de la direction de Citroën et du grand patronat »*.

Eh oui ! Et le ministre socialiste du Travail, et les dirigeants de la CGT et du PCF, laissent aujourd'hui la direction de Citroën continuer à œuvrer comme patron de combat et à licencier probablement des travailleurs combatifs.

Où est la défense des intérêts ouvriers là-dedans ?

Gil LANNOU

ESPAGNE

Vers la fin de l'interdiction de l'avortement ?

Le gouvernement espagnol vient de déposer un projet de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne l'avortement. Celui-ci, jusqu'à présent, est interdit. Il est puni de peines d'emprisonnement de 6 mois minimum à 11 ans maximum pour les femmes qui auraient avorté ou même seulement tenté de le faire. La loi, vieille d'un siècle, n'accorde qu'une seule exception, au cas où la femme aurait agi pour « sauver son honneur ». Dans ce cas, elle peut être aussi condamnée, mais à 6 mois maximum !

La modification proposée par le gouvernement n'est pas vraiment la reconnaissance de la liberté de l'avortement. Elle introduit simplement trois exceptions pour lesquelles il ne sera pas prononcé de condamnation. Il s'agit là des cas où il y a danger pour la vie de la mère, risque de malformation et conséquence d'un viol dénoncé.

Cette modification introduit certes une brèche dans l'arsenal juridique espagnol, dans la mesure où elle représente une certaine reconnaissance de légitimité à l'avortement, dans un pays où l'influence de l'Eglise et de sa morale reste assez forte. D'ailleurs, la simple annonce de ces faibles aménagements de la loi a soulevé immédiatement la colère de l'Eglise, des partis et de la presse de droite.

En fait, on estime que la nouvelle réglementation bénéficiera à 5 % seulement des femmes désirant avorter. Autant que les statistiques puissent approcher de la réalité, surtout en ce domaine tout à fait clandestin, les femmes se faisant avorter seraient environ 300 000 chaque année, une femme enceinte sur deux. 10 % de celles-ci franchissent pour cela la frontière, la très grande majorité en direction des cliniques anglaises. Les autres prennent tous les risques, dans des conditions d'autant plus difficiles et dangereuses qu'elles sont plus pauvres.

Les femmes depuis 1979 se mobilisent pour obtenir le droit à l'avortement. Et il est certain que les promesses faites par le gouvernement socialiste et les premières brèches introduites aujourd'hui sont dues à cette lutte, qui ressemble fort à celle que les mouvements de femmes avaient menée en France il y a quelques années.

En octobre 1979, la mobilisation à l'occasion d'un procès où onze femmes étaient impliquées fut si importante que le procès dut être ajourné. L'année suivante, en octobre 1980, 26 000 femmes et hommes signèrent une déclaration affirmant avoir avorté ou pratiqué des avortements dans un centre de planification familiale « les Naranjos » à Séville. Il s'agissait, et ils y réussirent, de paralyser les poursuites engagées contre 400 d'entre elles dont les noms avaient été relevés dans le fichier du centre. En juin 1981, le procès reporté des onze de Bilbao fut l'occasion de manifestations. La sentence elle-même ne fut prononcée qu'en mars 1982 et se conclut par un... acquittement ! Pour la première fois, des juges admettaient « l'état de nécessité ».

Quelques mois plus tard, d'autres juges à Barcelone admettaient dans leur attendu que « *l'inhibition de l'Etat dans la législation de l'avortement équivalait à convertir ce délit en patrimoine de la classe sociale la plus indigente, puisque les mieux placés du point de vue économique évitent la sanction par un simple passage de frontière* ». Cela n'empêchait pas les juges d'appliquer strictement la loi présente, en infligeant 12 ans de prison à un auxiliaire médical ayant pratiqué deux avortements quatorze ans plus tôt, en 1968 !

La nouvelle loi est donc un premier succès des femmes. Mais elles ont à affronter non seulement l'Eglise et la droite, mais aussi le gouvernement socialiste de Gonzalez, qui n'entend pas aller trop loin dans ce sens, de peur précisément de mécontenter les milieux réactionnaires. La reconnaissance complète du droit à l'avortement reste encore à conquérir pour les femmes espagnoles.

Gabriel CATALA

PARAGUAY

Les arguments frappants et payants de la dictature

90 % des voix : tel est le résultat des élections du président-dictateur et chef de l'armée du Paraguay, Alfredo Stroessner. Un progrès en regard des 89,62 % des élections de 1978 ! Et obtenu avec 85 % de participation.

Ce genre d'unanimité truquée n'étonne plus personne, pas plus d'ailleurs que l'existence d'une opposition de Sa Majesté organisée par le leader président lui-même et à laquelle est attribuée d'office un tiers des sièges du « Parlement ».

Par contre, la stabilité du régime mis en place en 1954 est plutôt exceptionnelle, car les pouvoirs militaires n'ont réussi nulle part ailleurs sur le continent à décourager les candidats concurrents à la dictature, civils ou militaires, ni d'ailleurs les soulèvements populaires.

Quand Stroessner est venu au pouvoir, le Paraguay connaissait depuis plus de dix ans des combats extrêmement violents entre fractions politiques, à l'intérieur même du Parti Colorado, s'appuyant chacune sur une fraction de l'armée. La durée de vie d'un régime était d'un an, dans les années 1940. Stroessner est parvenu à créer un régime stable, lui, le fils de Bavarois blonds, à la tête du pays des Indiens guaranis, en étant l'homme qui a ramené **« l'ordre et la paix »** et le **« gouvernement le plus anticommuniste du monde »**, comme il le proclame.

Vis-à-vis de la population, la recette de Stroessner est simple : la terreur, le pays organisé comme un vaste camp de concentration.

Le Parti Colorado n'est pas une fraction parlementaire mais une organisation de 900 000 membres officiels, qui comprend obligatoirement tous les fonctionnaires, les « mbaretes », espèces de dictateurs de communautés villageoises, les « pyragués », qui sont les oreilles du régime dans la population et dont on prétend qu'ils reçoivent les informations d'une personne sur quatre et quadrillent tout le pays. Et en sens inverse, en fonction des services rendus au régime, redescendent les subventions et aides diverses, depuis les aides de rentrée des classes ou les livres de lecture jusqu'aux avantages bien plus substantiels dans les hautes sphères corrompues. Tout cela n'évite pas la terreur des militaires, qui traquent impitoyablement ligues agraires, Parti Communiste, dissidents « colorados » ou militaires oppositionnels, ou tout simplement ceux qui n'obéissent pas au doigt et à l'œil. Seule la terreur peut faire accepter de vivre dans un des pays les plus pauvres du continent, avec ses 84 ‰ de mortalité infantile, ses 20 % d'analphabétisme, ses 0,4 % des terres cultivées, et cela parce que 90 % des terres sont aux mains de 1,5 % de propriétaires.

Quant aux couches dirigeantes, si elles suivent, c'est certes parce qu'elles ont été épurées par Stroessner, mais surtout par un intérêt bien palpable à soutenir ce qu'on appelle « l'Etat de la contrebande ».

Stroessner proclame d'ailleurs carrément que la contrebande est le **« prix de la paix »**. Un amiral contrôlerait la contrebande d'armes. Chaque chef de région militaire frontalière aurait sa spécialité, selon la demande externe ou interne et les arbitrages du « dictateur-parrain » : farine, postes de télévision, automobiles, appareils ménagers, bétail volé. L'affaire de la « paragayan connection » en 1972 révéla un commerce organisé d'en haut : les trafiquants de stupéfiants ayant des complicités dans cet « Etat contrebandier ».

Pour faire du Paraguay une simple zone de passage de toutes sortes de produits, la production locale a été délibérément étranglée. Stroessner est d'abord le représentant des intérêts brésiliens, c'est-à-dire de leurs maîtres nord-américains. Prenant prétexte d'une « réforme agraire », il a donné aux latifundistes brésiliens du café l'essentiel des terres cultivées. Une concession pétrolière a été donnée au Brésil (c'est-à-dire aux USA, car la pétrochimie brésilienne est aux mains des sociétés américaines).

L'impressionnante prison à l'intérieur des terres qu'est le Paraguay est coupée du reste du monde : si les frontières sont perméables aux produits de toutes sortes, elles ne le sont pas aux informations ou aux journalistes. Quant à ceux qui résident sur place, on s'arrange : les correspondants des agences de presse appartiennent au parti officiel et celui de l'AFP fait tout simplement partie de la présidence ! Quant à ceux que cette dictature barbare arrange, ils font partie de pays bien civilisés. Ainsi la National City Bank de New York, installée dans la capitale Asuncion, annonçait en un an un profit égal au capital investi. Qui dit mieux ?

Robert PARIS

Le Nigeria en crise

On ne saura jamais combien d'étrangers ont été expulsés du Nigeria. Cinq cent mille ? Un million ? Deux millions ? Davantage ? Et combien parmi eux sont morts en cours de route, de faim, d'épuisement, noyés dans le port de Lagos, tués par accident dans un des camions hors d'âge qui transportaient parfois les réfugiés les plus chanceux ? Et combien vont mourir maintenant dans les semaines et les mois qui vont venir, de sous-alimentation, de maladie, dans leurs villages d'origine où on les a contraints à retourner de force ?

Les ressortissants du Tchad, du Cameroun, du Togo, du Bénin, de Haute-Volta, du Niger et surtout du Ghana qui avaient clandestinement gagné le Nigeria étaient poussés par la misère. Ils avaient quitté leurs pays où la culture de la terre ne leur permettait pas de vivre. Ils espéraient trouver dans les grandes villes du Nigeria de quoi ne pas mourir de faim. Ils étaient attirés par la prospérité due au pétrole : en vingt ans le Nigeria, parti de rien, était devenu le sixième producteur du monde. Le boom pétrolier avait provoqué d'importantes retombées financières. Non pas un réel développement économique, bien au contraire : les secteurs traditionnels se sont effondrés. Mais une frénésie d'achats, de consommation et aussi de corruption, au profit d'une mince couche bourgeoise et petite-bourgeoise. Il y avait là peut-être quelques miettes pour tous ces misérables qui quittaient les campagnes du Nigeria et des pays voisins. C'est pourquoi ils sont venus s'entasser dans les grandes villes nigérianes.

Mais la prospérité pétrolière s'est révélée factice et éphémère. La crise mondiale d'une part, la loi dictée par les trusts pétroliers impérialistes d'autre part, ont fait régresser la production de pétrole de 40 %. Le Nigeria est maintenant au 10e rang des producteurs mondiaux. L'Etat a donc dû restreindre ses dépenses et ses projets.

C'est dans ces circonstances que l'Etat nigérian a décidé d'expulser les étrangers sans papiers. Bien incapables de venir à bout du désastre économique qui s'amorce, les dirigeants n'ont su que dresser le peuple contre les étrangers, attiser la xénophobie. Et la presse d'un pays qui se pro-

clame démocratique a quasi unanimement aboyé : « Dehors ! » « Qu'ils s'en aillent, et vite ! » **Deux millions d'étrangers peut-être sont donc partis, sans même attendre l'expiration du délai de quinze jours, dans une atmosphère de pogrom, leurs quartiers quadrillés par la police, brutalisés, dépouillés, abandonnant tout, et y laissant parfois la vie.**

Cela améliorera-t-il en quoi que ce soit le sort des Nigérians ? Certainement pas. Au contraire sans doute, le peuple nigérian payera vraisemblablement d'un surcroît d'oppression l'ignominie des autorités, de la police, de l'armée : on le traitera comme on traitait avant les Ghanéens !

Quant aux réfugiés, que vont-ils devenir ? La situation économique du Ghana, le pays qui en accueille le plus grand nombre, est déjà désastreuse. C'est le dénuement total. En cinq ans, de 1975 à 1980, on estime que le revenu par habitant a baissé de 26 %. Et voilà que ce pays de 12 millions d'habitants doit accueillir peut-être un million ou plus de réfugiés. Une catastrophe s'ajoute à la catastrophe.

On a dit que l'exode des réfugiés du Nigeria ne pouvait se comparer qu'à celui de certains peuples à la fin de la dernière guerre mondiale. Pourtant l'Afrique n'est pas en guerre. C'est la paix, mais c'est la crise.

Voilà donc ce que cette crise peut faire des peuples. La tragédie qui vient de se dérouler au Nigeria n'est peut-être qu'un avant-goût. Le monde capitaliste en crise est capable des pires ignominies... si on lui permet de vivre.

Une longue tradition d'oppression

Depuis l'accession au pouvoir en 1979 d'un gouvernement civil, à la suite de l'effacement des militaires, le Nigeria a pris, pour les commentateurs occidentaux, les traits d'un pays devenu presque prospère et quasiment démocratique. Beaucoup prenaient au sérieux cette prétention du Nigeria d'être **« la quatrième plus grande démocratie du monde »** (après les Etats-Unis, l'Inde et le Japon). Pourtant, derrière cette façade, l'exploitation éhontée, les tensions sociales, les haines ethniques, la violence (des gangsters armés prennent d'assaut un village ou un quartier d'une ville, pillant et tuant avant toute intervention de la police) et la corruption se donnent libre cours.

Et l'expulsion des étrangers sans papiers, l'attitude de la police raflant des travailleurs sur les chantiers pour les conduire à la frontière, sans même se soucier du délai annoncé de quinze jours, cela révèle le vrai visage de la « démocratie nigériane ».

Mais en fait, la violence envers les populations, que ce soit sous la colonisation britannique ou sous des gouvernements indépendants, le Nigeria l'a toujours connue. A peine devint-il indépendant en 1960 que les affrontements entre ethnies se développèrent, fruit des oppositions avivées tout au long de la domination coloniale. Après six ans de gouvernement civil, l'armée prenait le pouvoir en 1966. C'était le début de toute une série de putschs, qui firent pendant 13 ans peser sur les populations le joug des militaires. Et cette série de dictatures n'empêcha pas les affrontements entre ethnies d'aboutir même à la sécession d'une région, le Biafra, peuplée par les Ibos. La guerre menée pendant près de trois ans, jusqu'en 1970, par le Nigeria pour conserver cette riche région pétrolière fut à ce point sanglante qu'on avance le chiffre de 2 millions d'Ibos massacrés.

Quand les militaires, après le développement de l'exploitation du pétrole, cédèrent la place à un gouvernement civil, en 1979, ce fut le plus conservateur de tous les hommes politiques en lice qui l'emporta : Shagari, l'ex-directeur de Peugeot au Nigeria, fut le partisan le plus ouvert de la plus entière liberté pour les capitalistes de se tailler leur part de richesse. C'est lui qui personnifie aujourd'hui la « démocratie ».

Nelly MEYER

L'impérialisme français au Nigeria

L'impérialisme français joue un rôle non négligeable au Nigeria. Celui-ci est le 13e partenaire commercial de la France, et le second en Afrique après l'Algérie, avec des échanges d'un montant de 17 milliards de francs en 1981.

Le détail des échanges est significatif : la France importe surtout du pétrole et un peu de cacao. Elle exporte principalement des voitures et du sucre de betterave. Parions que le premier produit au moins n'est pas destiné à l'usage des masses populaires du pays.

Les entreprises françaises qui sont implantées au Nigeria sont très nombreuses. Dans le domaine pétrolier, Elf est le cinquième producteur nigérian et Total Nigeria Ltd le second distributeur de pétrole dans le pays. Par ailleurs Michelin couvre 60 % du marché nigérian du pneumatique. La BNP, par le biais de la banque UBA, est la seconde banque du pays. Le plus beau fleuron de l'industrie française au Nigeria, c'est Peugeot. D'une part parce que cette firme dispose depuis 1975 d'une usine à Kaduna qui fabrique plus de 250 véhicules par jour, avec un effectif de 4 200 personnes. Peugeot est d'ailleurs le premier vendeur d'automobiles dans le pays (16 000 véhicules en 1981). D'autre part parce que l'actuel chef de l'Etat nigérian, Shehu Shagari, était président de Peugeot Nigeria avant de briguer l'investiture suprême. C'est tout un symbole.

L'activité intense de l'impérialisme français se marque aussi par la présence de 8 000 Français au Nigeria, hommes d'affaires, cadres commerciaux et techniques, etc. Précisons tout de suite qu'ils sont parfaitement en régle et absolument pas menacés d'expulsion comme de vulgaires Ghanéens.

Un autre domaine où s'exerce le rayonnement de la France est moins bien connu : c'est celui des fournitures d'armements. On sait qu'il y a eu des achats militaires très importants, dont trois vedettes, des missiles pour plus de 800 millions de francs, et qu'il existe un projet d'achat d'avions Jaguar.

L'impérialisme français a ainsi sa part importante dans le pillage du pays.

Développement économique... ou pourrissement de la société ?

Les économistes sont généralement d'accord : dans leur langage, le Nigeria a manqué son entrée dans le club des pays en voie de développement. « C'est le pays, **disent-ils,** où des Africains ont tout pour réussir et n'en font rien ». **Comment est-il possible, se demandent certains, que de telles quantités d'argent et de si grands espoirs aient pu aboutir à un tel chaos ?**

Toute la stratégie du développement du Nigeria était fondée sur le pétrole qui, en 1980, fournissait environ le quart du produit national brut du pays, plus de 90 % des exportations, et procurait à l'Etat 90 % de ses recettes.

Dès 1937 un peu de pétrole était exploité par Shell et Mobil. Mais c'est dans les années 1970 que le boom pétrolier a véritablement eu lieu : 54 millions de tonnes par an en 1970, et le record, quatre ans plus tard, avec 111 millions de tonnes en 1974. Une ruée de compagnies pétrolières, telles Amoseas Tennessee, Gulf, Agip, Safrap (filiale d'Erap), s'est abattue sur le pays, exploitant les champs pétrolifères, créant quelques raffineries (12 millions de tonnes) et procurant à l'Etat des revenus inespérés.

L'Etat a distribué ces revenus à une clientèle pourvue de sinécures. Les emplois publics et de bureaux ont proliféré. De grosses fortunes se sont constituées artificiellement, mais peu d'industries ont été créées. D'ailleurs la production d'électricité très faible (5 milliards de KWh par an en 1981, du même ordre que celle du Maroc pourtant quatre fois moins peuplé) témoigne du petit nombre des entreprises.

Par contre, selon l'*Economist* de Londres, « aucun pays du monde ne s'est montré aussi désireux d'acheter davantage de biens et de services à l'étranger » **et, comme conséquence,** « le pétrole a accéléré de façon insensée l'exode vers les villes ». « Lagos et Ibadan sont probablement après Le Caire les plus grosses agglomérations du continent africain ».

Bref, au lieu de concourir à développer le pays, ce boom économique factice a plutôt aggravé le sort de la population et détruit les éléments économiques existants. Ainsi la production d'arachides, la seconde du monde en 1970 avec 1,5 million de tonnes, s'est effondrée à un peu plus d'un demi-million de tonnes en 1981 (7e rang mondial). La production de cacao, également seconde du monde en 1970 avec 300 000 tonnes, a presque diminué de moitié en 1981 (4e rang mondial). Parallèlement les cultures vivrières ont été délaissées. On importait 1 700 tonnes de riz en 1970, et 700 000 tonnes actuellement, et les produits alimentaires représentent 15 % des dépenses d'importation.

Autrement dit, les ressources en provenance du pétrole ont été gaspillées par une bourgeoisie et une petite bourgeoisie avides de biens de consommation, pendant que s'aggravait le sort des masses populaires. Toujours selon le même *Economist,* « pour les pauvres, la vie est très dure. La maladie sévit partout, la malaria en particulier... Il arrive fréquemment que des ouvriers épuisés s'écroulent de sommeil ».

De plus l'incurie et la corruption ont pris au Nigeria des proportions effarantes : « Ni le téléphone, ni l'administration ne fonctionnent » ; **par contre,** « les riches ont leurs propres puits pour l'eau, leurs propres générateurs pour l'électricité, leurs propres domestiques pour faire les innombrables démarches » ***(Economist).***

On assiste en fait au Nigeria à un phénomène similaire à celui qui s'est produit dans l'Iran du chah, et dans bien d'autres pays pétroliers. Dans une société mise en coupe réglée par les impérialistes et leurs valets, l'argent du pétrole ne peut pas servir à un véritable développement économique, il est pillé par une poignée de riches qui en redistribuent quelques miettes à des profiteurs secondaires.

Tel est le visage qu'a pris au Nigeria le soi-disant « développement économique » qui n'est en fait que l'intégration et la soumission forcée du pays aux lois du marché impérialiste.

ISRAËL

Après le rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila

Le général Sharon semble donc — à l'heure où nous écrivons — devoir finalement démissionner à la suite de la publication le 8 février du rapport de la commission d'enquête sur les massacres des camps de Sabra et Chatila. En septembre dernier, cette commission, dite « commission Kahane », avait été chargée d'enquêter sur les massacres dans les camps palestiniens, à la suite de l'importante crise politique que ceux-ci avaient provoquée en Israël. Le gouvernement Begin n'avait accepté qu'à contrecœur la création de cette commission. Mais alors que tout un courant d'opinion réclamait la démission du gouvernement Begin et de Sharon, la commission d'enquête avait fourni finalement à ceux-ci un moyen pour gagner du temps, en s'en remettant aux conclusions de cette commission.

C'est à la suite de la puissante manifestation de protestation qui avait rassemblé près de 300 000 personnes dans les rues de Tel-Aviv, quelques jours après le massacre, que le gouvernement Begin a été contraint d'accepter une commission d'enquête.

Le rapport met en cause le général Sharon, ministre de la Défense, qui « porte la responsabilité de n'avoir pas donné les ordres appropriés pour que soient réduits les risques que comportait l'intervention des phalangistes » **dans les camps de Sabra et Chatila. Il conclut que** « le ministre de la Défense n'a pas rempli son rôle » **et l'invite à démissionner. Il met également en cause le ministre des Affaires étrangères, Itzhak Shamir, les officiers supérieurs Amir Drori et Raphaël Eytan, le chef des renseignements militaires, Yehoshua Saguy, accusé d'être resté** « totalement inactif » **durant les massacres. Enfin il reproche au Premier ministre, Begin, son** « indifférence », **concluant que** « si le Premier ministre s'était montré plus attentif, cela aurait incité le chef d'état-major et le ministre de la Défense à prendre les mesures appropriées pour écarter un danger prévisible ».

A en croire bon nombre de journalistes occidentaux, la publication d'un tel rapport serait la preuve de l'exceptionnelle vitalité de la « démocratie israélienne ». **Que, dans un pays en guerre, une commission d'enquête officielle puisse mettre en cause la responsabilité des dirigeants de l'Etat dans des massacres, voilà qui serait le sommet de la démocratie ; moyennant quoi, les journalistes en question ne trouvent plus rien à redire, et surtout ne contestent pas le droit de la « démocratie » en question à envahir le pays voisin en y causant des destructions incalculables et en y faisant, avant même les massacres des camps palestiniens, de 20 000 à 30 000 morts selon les estimations !**

Il est vrai qu'aucun des grands Etats occidentaux dits « démocratiques » ne s'est montré capable de mettre sur pied au cours d'une guerre une telle commission pour enquêter sur les méfaits de ses propres troupes. La France de la guerre d'Algérie, tout comme les USA de la guerre du Viet-Nam, attendent encore que l'on juge leurs tortionnaires et leurs criminels de guerre. Mais à vrai dire, l'Etat d'Israël aussi. Car enfin, selon la « commission Kahane » elle-même, les généraux et gouvernants israéliens ont tout au plus fait preuve de légèreté, et la pire sanction qu'ils encourent pour leurs responsabilités dans la mort de milliers de personnes, hommes, vieillards, femmes et enfants, est d'être invités... à démissionner !

En fait, si l'existence de la « commission Kahane » démontre quelque chose, ce n'est pas la valeur supérieure de la « démocratie israélienne ». Elle témoigne par contre à sa façon de l'importance du courant d'indignation qui a traversé la population israélienne à la suite des massacres de Sabra et de Chatila. Ce courant d'indignation s'est traduit, entre autres, par la manifestation du 25 septembre à Tel-Aviv, qui a rassemblé des centaines de milliers de personnes et a été la plus importante que le pays ait jamais connue. C'est cela qui a contraint le gouvernement israélien à chercher une porte de sortie par la création de cette commission d'enquête.

Dans une population comme celle d'Israël, profondément marquée par le souvenir des « camps de la mort » hitlériens, la révélation que son armée avait organisé de véritables pogroms dans les camps palestiniens de Beyrouth a provoqué un choc politique. Il a révélé le début d'un divorce entre l'armée et le gouvernement d'une part, la population d'autre part, alors que, depuis le début de l'existence de l'Etat, la population israélienne dans sa majorité acceptait l'idée que les guerres d'Israël étaient des guerres purement défensives, ayant pour seul but la défense d'un peuple entouré d'ennemis.

Avec la guerre du Liban, l'été dernier, une fraction importante de la population israélienne a commencé à prendre conscience que la guerre menée et décidée par ses dirigeants n'était pas sa guerre, que son armée ne défendait nullement ses intérêts. Elle a commencé à sentir que ses dirigeants l'entraînaient dans un cortège de guerres sans fin, dans une politique expansionniste et impérialiste n'ayant rien à voir avec ses buts proclamés — la défense de la sécurité de la population israélienne. Et c'est de ce divorce que la crise politique ouverte à la suite des massacres de Sabra et Chatila a commencé à montrer l'ampleur.

La « commission Kahane », en accusant le gouvernement israélien de négligence et de responsabilité dans les massacres, rend service à sa façon à la bourgeoisie israélienne. Celle-ci a besoin de démontrer que la guerre menée par Israël peut être une guerre « propre » et que, somme toute, les massacres qui ont tant indigné la population israélienne sont tout au plus des bavures, imputables à des erreurs individuelles. C'est une façon de mettre hors de cause la guerre elle-même, et de sauvegarder la possibilité pour la bourgeoisie israélienne de mener sa politique guerrière en continuant à bénéficier, si possible, de l'approbation de la population. Quitte à sacrifier pour cela un Sharon, voire un Begin, et à les remplacer par d'autres : par exemple, par les dirigeants travaillistes qui ont cherché à canaliser le mouvement d'opinion provoqué par les massacres de Sabra et Chatila... mais qui ont mené dans le passé la même politique et qui mèneraient la même s'ils revenaient au pouvoir.

Mais justement, Begin fait tout pour ne pas avoir à céder la place. Ses calculs politiques ont été centrés autour du choix de la meilleure tactique possible pour se sortir de l'actuel mauvais pas. Le ministre de la défense Sharon semble finalement devoir démissionner. Mais une des solutions envisagées serait de le nommer au poste de ministre des Territoires occupés, ce qui serait une véritable provocation à l'égard de la population palestinienne de ces territoires, mais aussi à l'égard de tous les Israéliens qui ont vu, dans le ministre de la Défense, le massacreur cynique qu'il est.

Le gouvernement Begin a envisagé aussi de démissionner, mais en provoquant la dissolution du Parlement et la tenue d'élections anticipées qui, Begin l'espère, lui permettraient finalement de revenir au pouvoir, avec une majorité renforcée.

Tels sont aujourd'hui les calculs des dirigeants israéliens. Le souci commun à Begin et aux hommes actuellement au pouvoir, mais aussi aux opposants du Parti Travailliste de Shimon Pérès, est de sauver l'essentiel, c'est-à-dire de faire que l'opprobre atteigne tout au plus quelques personnalités, mais surtout pas l'Etat, les institutions, l'armée en tant que tels et la politique guerrière qui, par delà les changements de dirigeants, est une constante de la part des dirigeants israéliens depuis plus de trente ans. Et en cherchant à sauver tout cela, ils laissent entière la possibilité non seulement de nouvelles guerres, mais aussi de nouveaux massacres et de nouveaux pogroms.

Mais c'est justement de tout cela, peut-être, que toute une fraction de la population israélienne aujourd'hui ne veut plus.

André FRYS

Liban :
Les phalangistes massacreurs n'enquêteront pas sur eux-mêmes

Au moment où la commission d'enquête israélienne sur les massacres des camps de Sabra et Chatila rendait son rapport, le silence continuait de régner à Beyrouth... du côté de la commission d'enquête créée par le gouvernement libanais lui-même.

En fait, aucune enquête n'a eu lieu du côté libanais, et pour cause. Le commandant en chef des Forces Libanaises — la milice phalangiste — Fady Frem, et le chef du service de renseignements de celles-ci, Elias Hobeika, sont impliqués de toute évidence dans le massacre. Ils ont participé le 15 septembre dernier, avec les généraux israéliens Eytan et Drori, à la réunion qui a mis au point les détails du « nettoyage » des camps de Sabra et Chatila. Les dirigeants israéliens ont d'ailleurs complaisamment révélé cette participation, qui leur permettait de « compromettre » avec eux les dirigeants phalangistes.

En fait, ce sont les dirigeants de ces Forces Libanaises qui tiennent les principales places dans l'appareil d'Etat libanais aujourd'hui, aussi bien dans l'administration que dans la police et l'armée. Et ce ne sont pas de ces milices, qui ont procédé elles-mêmes aux massacres de Sabra et Chatila, qu'il faut attendre qu'elles se livrent à une enquête... sur leurs propres agissements !

Sans doute, en Israël, une commission d'enquête a pu mettre en cause Sharon et Begin, tandis qu'aucune commission d'enquête libanaise ne mettra en cause les Fady Frem ou les Elias Hobeika. Mais c'est justement l'intervention militaire israélienne qui a permis aux hommes des Forces Libanaises d'exercer le pouvoir absolu à Beyrouth, en éliminant leurs ennemis des milices palestiniennes ou de la gauche libanaise.

La commission d'enquête israélienne a reproché à Begin et Sharon de n'avoir pas suffisamment contrôlé les phalangistes pour les empêcher de se livrer à des massacres. Mais le meilleur moyen de les en empêcher n'aurait-il pas été... de ne pas les installer au pouvoir ?

ISRAËL AU LIBAN : J'y suis, j'y reste

Derrière la puissance des canons, une volonté de puissance

Huit mois après le début de leur intervention au Liban, les troupes israéliennes continuent d'occuper plus que jamais une partie du pays. Mais parce que, dans Beyrouth, les armées française, américaine, italienne, mais aussi israélienne, se portaient garantes de l'« ordre » — pendant que les milices phalangistes et l'armée libanaise continuent de ratisser les quartiers musulmans — on a cessé de parler de guerre au Liban.

Pourtant, le 5 février, l'explosion d'une voiture piégée a fait, à Beyrouth, une vingtaine de morts et une centaine de blessés et semé la panique dans les quartiers du centre. L'objectif visé — le centre de recherche palestinien — indique qu'il faut rechercher les auteurs de l'attentat du côté des forces de droite chrétiennes, voire même des occupants israéliens.

Et, également la semaine dernière, deux bombardements de Beyrouth-Est (le Beyrouth chrétien), depuis des positions tenues par les milices des musulmans druzes du Parti Progressiste Socialiste de Walid Joumblatt, sont venus rappeler que la capitale n'est qu'artificiellement à l'abri des combats qui, partout ailleurs dans le pays, opposent des factions rivales.

Dans le nord, Tripoli, deuxième ville du pays, est l'enjeu d'affrontements à l'arme lourde entre musulmans sunnites anti-Syriens, soutenus par les Palestiniens, et musulmans alaouites pro-Syriens. Début janvier, en dix jours de bombardements réciproques, ces combats ont fait plus de cent morts.

Dans le Chouf, les combats succèdent aux trêves entre les miliciens druzes du PPS et les phalangistes des Forces Libanaises, le dernier cessez-le-feu venant d'avoir lieu sous la houlette des troupes israéliennes après la prise de Aley, ville proche de Beyrouth, par les Druzes.

Par-delà le prétexte, auquel personne n'a cru, de « défendre » le territoire israélien contre les « terroristes » palestiniens, les dirigeants israéliens avaient expliqué que leur intervention au Liban mettrait un terme à la guerre civile et permettrait la reconstruction d'un Etat libanais fort. Plusieurs mois après l'arrêt des combats de Beyrouth et le départ des Palestiniens, force est de constater que, non seulement les conflits libanais n'ont pas pris fin, mais encore que c'est la présence israélienne elle-même qui les attise.

Ainsi, si les obus qui ont atteint Beyrouth-Est la semaine dernière ont bien été lancés à partir de positions tenues par les miliciens druzes, cela n'a pu se faire qu'avec l'accord des troupes israéliennes qui contrôlent totalement la région... C'est d'ailleurs le cas de toute la région du Chouf, où les troupes israéliennes ont délibérément favorisé les combats entre miliciens druzes du PPS et les chrétiens phalangistes. Après avoir amené en juin dernier à leur suite les phalangistes des Forces Libanaises dans le Chouf, les troupes israéliennes ont proposé des armes aux Druzes... pour faire face aux phalangistes ! En décembre dernier, les dirigeants libanais avaient adressé une mise en garde à Israël, l'accusant d'avoir bombardé deux villages voisins, l'un druze, l'autre chrétien maronite, pour attiser les combats.

Dans le sud aussi, totalement occupé par leurs troupes, les dirigeants israéliens attisent les divisions : entre les milices du commandant Haddad, totalement dévouées à Israël, et les forces phalangistes, alliées elles aussi à Israël. Dans le même temps, sous la férule des troupes israéliennes, des milices distinctes des précédentes sont mises en place dans certains villages chrétiens, pendant qu'est mise en place une garde regroupant d'anciens membres de milices musulmanes chiites.

Cette politique systématique de division, dont se sert ou que crée Israël, fait dire au directeur libanais de la *Revue d'études des palestiniennes : « Dans l'histoire du Liban, Israël est la première puissance occupante à contrôler, d'une manière ou d'une autre, toutes les grandes communautés religieuses ».*

Pendant ce temps, les « négociations » ouvertes le 24 décembre dernier, entre Israël et le Liban, piétinent. Les dirigeants israéliens cherchent en fait à obtenir des dirigeants libanais la reconnaissance officielle de leur droit à occuper militairement la partie sud du pays, sous prétexte de « sécurité ».

En fait, plus le temps passe, plus il est clair que les dirigeants israéliens cherchent tous les prétextes pour prolonger leur occupation militaire du Liban. Attiser les conflits entre les communautés religieuses est un de ces moyens. A la fois il justifie la présence militaire israélienne, sous prétexte d'empêcher des affrontements meurtriers, et il permet cette présence militaire, en lui trouvant des relais et des appuis locaux.

Ce n'est là rien d'autre qu'une politique d'Etat impérialiste conquérant. Une politique qui, comme telle, commence à attiser contre elle la haine d'une fraction de la population libanaise et à provoquer la multiplication des attentats anti-israéliens.

La population israélienne sous l'uniforme risque ainsi de payer de plus en plus cher le prix du sang pour la politique de conquête de ses dirigeants.

Les marchandises israéliennes à l'assaut du marché libanais

L'occupation du Liban par Israël profite largement aux producteurs et négociants israéliens, et accessoirement à des commerçants libanais : ils inondent le marché local des fruits et légumes israéliens, des produits de l'industrie alimentaire israélienne, qui concurrencent dans les supermarchés les produits libanais. Les usines de produits alimentaires libanaises, de toute façon désorganisées par les combats, sont au bord de la faillite et les paysans libanais, qui n'arrivent plus à écouler leurs produits, risquent d'être promis à l'avenir d'ouvriers agricoles, allant s'embaucher en Israël même, ce qu'ont déjà connu les paysans de Cisjordanie. A Saïda, les Israéliens ont mis en vente des maisons préfabriquées qui remplaceront avantageusement, pour leurs promoteurs, celles que l'armée israélienne a détruites... Au total, les exportations israéliennes vers le Liban atteindraient 12 à 20 millions de dollars par mois.

Dans la conquête d'une partie du territoire libanais, après celle de la Cisjordanie et de Gaza, les préoccupations de la bourgeoisie israélienne d'ouvrir des marchés à ses produits tiennent sans doute une grande place.

Quand Reagan et Begin se partagent le travail

Le président américain Reagan a mis en cause Israël, le 7 février, en l'accusant de « retarder inutilement » **le retrait des forces étrangères du Liban et d'avoir mis son armée** « techniquement en position d'armée d'occupation ».

En même temps, de petits heurts se sont produits sur place, au Liban, entre les troupes israéliennes et les troupes américaines de la « Force multinationale d'interposition » **qui comprend, en outre, des troupes françaises et italiennes. Ces petits heurts, qui ont concerné également les troupes françaises, se sont produits notamment lorsque des détachements de la « force multinationale d'interposition » ont tenté d'empêcher des soldats israéliens d'accéder aux secteurs contrôlés, en principe, par cette force.**

Est-ce à dire que les dirigeants américains seraient prêts à faire pression sur Israël pour l'obliger à un retrait de ses forces ? C'est bien peu probable. Il s'agit plutôt d'une division du travail entre dirigeants israéliens et américains.

Alors que les dirigeants israéliens voient leur intérêt direct dans le contrôle militaire du Liban et d'autres territoires, les dirigeants américains, eux, cherchent à maintenir et renforcer leur influence dans tout le Moyen-Orient. Ils cherchent à s'imposer comme les protecteurs, non seulement d'Israël, mais aussi du Liban et des autres Etats arabes. Cela implique qu'ils se présentent comme des médiateurs impartiaux, cherchant à imposer des concessions réciproques aux uns et aux autres.

Mais c'est justement cette présence militaire israélienne, et même son renforcement, qui permet aux dirigeants US de se présenter comme les interlocuteurs obligés, les seuls « médiateurs » possibles, parce que les seuls disposant de quelque influence sur l'Etat d'Israël et donc susceptibles de l'amener à des concessions.

Et c'est justement ce qui explique pourquoi en fait, moins que jamais, les dirigeants américains semblent aujourd'hui décidés à exercer une pression réelle sur les dirigeants israéliens pour les amener à retirer leurs troupes. Tout au plus Reagan cherche-t-il, par quelques gestes, à accréditer de temps en temps l'idée qu'il désapprouve la politique israélienne...

CHOMAGE Fini le temps où les chômeurs français étaient les mieux indemnisés

Selon une étude du Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts (CERC) sur l'indemnisation comparée du chômage en France, en RFA, en Grande-Bretagne, en Suède et au Canada, publiée par le *Figaro* des 5-6 février, la situation des chômeurs en France tend à se dégrader à la suite du décret du 24 novembre 1982.

Pour les chômeurs ayant travaillé de trois à six mois avant le chômage (13 % des chômeurs indemnisés à la fin de 1982), la réduction des indemnisations est très importante. Et dorénavant leur situation est plus défavorable qu'en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Selon le CERC, les chômeurs en France étaient les moins défavorisés d'Europe, encore qu'il faille moduler la chose, parce que les indemnités de chômage sont imposables en France et dans certains pays, mais pas dans tous.

Cela dit, le décret du 24 novembre dernier, par lequel le gouvernement a diminué globalement l'aide aux chômeurs, est une des façons, insidieuse mais efficace, par lesquelles il contribue à diminuer les revenus globaux de la classe ouvrière.

C'est un des volets de la politique dite abusivement « sociale » de la gauche !

Réunion gouvernement-syndicats-patronat : comme larrons en foire sur le dos des chômeurs.

Comment les chômeurs seront moins indemnisés

Le 24 novembre dernier, un décret adoptait un certain nombre de mesures destinées à maintenir l'équilibre financier de l'UNEDIC. Une de ces mesures, concernant l'allocation versée aux pré-retraités, a fait beaucoup de bruit. Mais d'autres aspects du décret concernant les indemnisations des chômeurs, pour avoir été moins relevés, n'en sont pas moins importants. Dix milliards d'économies sont ainsi prévus.

En quoi consistent ces restrictions ?

I — LA REVALORISATION DU SALAIRE DE RÉFÉRENCE EST RAMENÉE A 1,6 % AU LIEU DES 4,6 % PRÉVUS AU 1er NOVEMBRE

Au 1er novembre, à la sortie du blocage des salaires, les indemnités de chômage, comme les salaires, devaient être revisées. Une augmentation de 4,6 % était prévue pour la partie des indemnités dépendante du salaire de référence, c'est-à-dire du salaire au moment du licenciement. Le 25 novembre cette partie de l'indemnité, fonction du salaire, n'était plus augmentée que de 1,6 %.

II — LE DÉCRET RÉDUIT LE TAUX DE CERTAINES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE

Les allocations forfaitaires qui concernent les chômeurs à la recherche d'un premier emploi (essentiellement des jeunes et des femmes) sont calculées désormais par rapport au SMIC et prennent en compte l'âge du bénéficiaire. Alors que les anciens montants variaient de 34,05 F à 68,10 F par jour au 1er novembre, elles varient de 32,80 F à 65,40 F par jour. Par exemple une femme seule, chef de famille, touchait 68,10 F. Elle ne touche plus que 65,40 F par jour (SMIC auquel est appliqué le coefficient multiplicateur de 3,33).

L'allocation spéciale attribuée aux salariés licenciés pour motifs économiques est réduite pour la partie proportionnelle au salaire. Celle-ci, qui était calculée chaque trimestre à 75 %, 70 %, 65 % puis 60 % du salaire de référence pendant un an, est ramenée à 65 % pendant le premier trimestre et à 60 % pendant le second. A la fin du deuxième trimestre, elle est remplacée par l'allocation de base (c'est-à-dire 34,05 F par jour + 42 % du salaire). De plus, le maximum de l'indemnisation ne doit pas dépasser 80 % du salaire de référence, au lieu de 90 % auparavant.

De même, le montant de l'allocation de base qui concerne les chômeurs pour motifs autres qu'économiques, s'il n'est pas modifié, ne peut toutefois plus dépasser 80 % du salaire journalier de référence, au lieu de 90 % précédemment.

III — CRÉATION D'UN DÉLAI DE CARENCE

Un « délai de carence » est prévu avant le versement des allocations. Il est de trois mois au lieu de six semaines pour les démissions « sans motifs légitimes ». Dans le cas où le licenciement est accompagné d'indemnités de licenciement et de congés payés, le délai de carence est calculé en fonction de ces indemnités. Les indemnités versées par l'entreprise sont considérées comme « un revenu de remplacement ». Il s'agirait d'éviter le cumul des indemnités versées par l'entreprise et de celles versées par l'UNEDIC. Comme s'il s'agissait de la même chose ! Ces sommes versées au départ de l'entreprise au travailleur ne représentent en général aucune compensation du manque-à-gagner à venir en raison de la perte de l'emploi. Elles constituent la plupart du temps du salaire différé, une partie des gains du salarié qui ne lui sont restitués qu'au moment du départ. Prétexter de cette ressource, qui n'est nullement une indemnisation mais du salaire, pour reculer la période des prestations de chômage revient à chercher à en limiter le versement dans le temps.

IV — LE DÉCRET RÉDUIT CONSIDÉRABLEMENT LES PÉRIODES D'INDEMNISATION

Le décret modifie considérablement les durées d'indemnisation. Les durées d'attribution sont modulées en fonction de la durée d'affiliation aux ASSEDIC et de l'âge du bénéficiaire.

Ainsi l'allocation forfaitaire ne peut plus excéder 365 jours, alors qu'il y avait possibilité de se voir accorder une prolongation au-delà d'un an d'indemnisation.

L'allocation spéciale n'est plus attribuée que pendant six mois, au lieu d'un an.

L'allocation de base, qui pouvait être allongée d'une période de 3 mois renouvelable sur décision individuelle de la commission paritaire, est maintenant fortement réduite pour les chômeurs dont l'activité antérieure est faible.

Il en est de même de l'allocation de fin de droits. Cette allocation, fixée au 1er novembre à 34,05 F, a une durée limitée en fonction de l'âge et de la période de travail antérieure. Comme l'allocation de base, elle pouvait être prolongée d'une période de trois mois renouvelable. Maintenant, elle a une durée maximum limitée.

Ainsi les allocations de base et de fin de droits réunies peuvent couvrir une durée maximale de 912 jours (soit deux ans et demi) au lieu de 1 095 jours (3 ans) quand on a moins de 50 ans, mais elle peut être réduite à 91 jours si l'on a travaillé moins de 91 jours dans les 12 mois précédant le chômage.

A partir de 50 ans, la durée maximale d'indemnisation peut varier de 1 369 jours (3 ans et 9 mois) à 1 825 jours (5 ans), alors qu'elle était de 1 825 jours à partir de 50 ans auparavant.

Quand on sait que la durée des périodes de chômage s'allonge, que le nombre de chômeurs qui dépassent 6 mois d'indemnisation est croissant (ils représentaient 25, 7 % des chômeurs en mars 1975, 40,5 % en octobre 1981 et 42,5 % en octobre 1982), alors que la durée d'indemnisation est réduite, c'est inévitablement un nombre plus grand de chômeurs qui vont se trouver sans ressources.

Patricia MULLAN

Des économies sur les chômeurs qui partent en retraite

Avec les nouvelles mesures d'économies de l'ASSEDIC depuis novembre 1982, il y a eu modification du système de relais entre les ASSEDIC et les caisses de retraite, pour les chômeurs qui atteignent l'âge de la retraite.

Précédemment, une personne qui partait à la retraite continuait à percevoir une allocation des ASSEDIC pendant les 3 mois suivant son 65e anniversaire. Ceci pour que les personnes âgées ne se trouvent pas sans ressources au moment du changement d'organisme payeur.

Or maintenant, dès le 65e anniversaire, les caisses de chômage suppriment leur allocation, alors que la Caisse vieillesse ne fait démarrer la pension qu'à partir du 1er jour du mois suivant. Et le versement effectif ne se fait, pour les pensions vieillesse, qu'en fin de trimestre. Ce qui veut dire qu'une personne qui a eu ses 65 ans le 10 décembre 1982 a vu son allocation de garantie de ressources supprimée à cette date. Sa pension ne lui sera attribuée qu'à compter du 1er janvier 1983. Et le premier règlement n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'à partir du 20 février. Cette personne n'aura donc droit, du 10 au 31 décembre, à aucune ressource, mais de plus devra attendre ensuite encore deux mois avant de toucher sa retraite.

Actuellement, à la Caisse vieillesse, des instructions ont quand même été données pour que ces dossiers soient traités en priorité et même pour que, provisoirement, les versements des pensions soient effectués mensuellement.

Mais malgré ce petit aménagement, la suppression des trois mois de relais entre les ASSEDIC et les caisses de retraite n'en demeure pas moins dramatique pour bien des personnes âgées.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

CHAUSSON-GENNEVILLIERS

Quatrième semaine de grève

Les 1 500 OS en grève à Gennevilliers ont entamé ces jours-ci leur quatrième semaine de grève pour les 300 F. La détermination des travailleurs est restée la même, et la fabrication reste totalement paralysée, comme aux premiers jours du mouvement.

Jusqu'à présent, les propositions de la direction s'étaient limitées à une augmentation de 80 F, en plus des augmentations déjà prévues avant la grève. On était loin du compte, et c'est à l'unanimité que la poursuite de la grève avait été votée par l'assemblée générale des grévistes.

Mardi 8 février, trouvant sans doute le temps long, Chausson a fait deux nouvelles propositions. La première maintient les 80 F de la semaine précédente, mais assortit l'augmentation de 2 % de mai, prévue avant la grève, d'un minimum de 300 F... sur la somme des augmentations de janvier et de mai ! La simplicité même ! En fait, le seul but de cette acrobatie arithmétique était, semble-t-il, de pouvoir écrire noir sur blanc le chiffre de 300 F pour allécher les grévistes : ce que la direction a fait dans une lettre adressée mercredi matin à tous les travailleurs de Gennevilliers. C'est vraiment nous prendre pour des imbéciles : comme si on n'était pas capables de faire nos comptes et de voir que ces soi-disant 300 F ne représentent en fait, en tout et pour tout, que 98 F en plus de ce qui était prévu avant la grève, pour un salaire de 5.000 F.

A la même réunion, Chausson a fait également une autre proposition : toujours les 80 F en janvier, avec en plus 60 F pour tous les salaires inférieurs à 6.000 F à partir de février ; soit 140 F pour un salaire de 5.000 F. C'est encore bien trop peu mais, même pour si peu, il a fallu que Chausson fasse une entourloupe... en répartissant les 8 % prévus avant la grève sur l'année d'une autre façon, plus défavorable !

De toute façon, quelle que soit la façon dont Chausson l'enveloppe, ça n'est que de la menue monnaie. Dans les deux usines de Gennevilliers, les assemblées générales des grévistes ont donc voté unanimement la poursuite de la grève. Il est vrai que certains délégués syndicaux, apparemment peu convaincus par l'unanimité du vote, ont tenu à réclamer un vote à bulletins secrets. Tout le monde se demandait bien pourquoi, puisque de toute façon on était tous d'accord pour continuer. Cela a déclenché bien des discussions, et finalement, jeudi matin, ce sont les grévistes de l'usine H qui ont exprimé le sentiment général en reprenant le slogan : « *Pas de secret, on n'est pas des voleurs !* ». De toute façon, l'ensemble des grévistes a montré sa volonté de tenir bon. C'est pour 300 F que nous sommes en grève, et ça n'est pas au moment où Chausson commence à sentir les effets du mouvement qu'on va accepter de la monnaie. Il faut que Chausson sorte les billets !

Correspondant LO

RENAULT-FLINS

La fin d'une grève

Depuis la fin du lock-out, le 31 janvier, la presse ne fait plus tellement cas de l'usine de Flins. Pourtant, elle a mis huit jours à se remettre en route, et la production, pendant cette semaine, n'a été que de 700 voitures par jour, au lieu de 1 650 habituellement.

L'usine ne tourne donc normalement que depuis le lundi 7 février. Dès 8 heures, les quelques centaines d'ouvriers de Tôlerie R5 (sur 700 que compte chaque équipe), restés en grève pour obtenir le paiement des heures de grève, sont retournés à leurs postes.

Succès des grèves de Tôlerie et de Sellerie

Leur mouvement, ainsi que les débrayages de Sellerie, ont permis d'obtenir, pour tous les ouvriers lock-outés, une indemnisation à 74 % des seize jours de lock-out. Trois samedis de récupération seront prévus, mais non obligatoires. Ils porteront l'indemnisation des ressources à 100 %, pour les ouvriers qui travailleront ces samedis.

Ces mouvements constituent donc un succès indéniable, puisqu'ils ont fait céder la direction, qui a dû passer ainsi de 37,5 % d'indemnisation à 60 %, puis 74 %.

Mais ce succès reste dans la gorge de la direction, qui a menacé de sanctions neuf travailleurs de l'usine, allant jusqu'à en citer cinq devant le tribunal des Référés, après constat par huissier du blocage du Transfert général, la chaîne-clé de l'atelier de R5.

Le tribunal a rejeté la demande de la direction, le blocage ayant cessé dès la veille du procès. Mais trois délégués CFDT ont à ce jour reçu une convocation pour entretien préalable, dans le cadre d'une procédure de licenciement.

Un vote raté

Depuis la fin du lock-out, la CGT de l'usine réclamait une consultation des lock-outés.

C'est une perche que la direction n'a pas manqué de saisir. Pendant que se déroulaient la grève de Tôlerie R5 et les débrayages de Sellerie, elle a tenté de faire désavouer les grévistes par l'ensemble des lock-outés, en organisant, le jeudi 5 février, un vote sur les propositions de la direction concernant l'indemnisation du lock-out.

La direction voulait éviter de répondre aux grévistes de R5 sur les deux points qui restaient en litige : le paiement de leurs trois jours de grève et la garantie écrite qu'il n'y aurait pas de sanctions. Mettant en avant les 74 % d'indemnisation du lock-out — obtenus, rappelons-le, grâce au mouvement de Sellerie et de Tôlerie R5 —, elle essayait d'isoler les grévistes des autres travailleurs de l'usine, pour qui l'indemnisation du lock-out était acquise.

Peine perdue : c'est plutôt la direction qui a été désavouée. D'une part, plusieurs urnes ont carrément disparu, comme en Tôlerie R5 ou sur les chaînes Ferrage. D'autre part, sur les 5 870 inscrits recensés par la direction dans les secteurs où le vote a pu se dérouler normalement, la majorité a refusé de voter. Dans certains ateliers où avaient eu lieu des débrayages, comme en Sellerie, les votants se comptaient sur les doigts d'une seule main. Enfin, même le résultat du vote a dû faire drôle à la direction : 1 068 NON à ses propositions, 157 nuls et 1 090 OUI seulement !

A l'Electrolyse

Dans le secteur de l'Electrolyse, il y avait toujours, lundi 7 février, une quarantaine de grévistes. La direction de ce secteur a réparti les non-grévistes dans le reste de l'usine et s'est montrée prête à attendre le temps qu'il faudrait. Les grévistes ont repris le travail mercredi 8, avec environ 40 % de leurs heures de grève payées, mais rien sur leurs revendications. Isolés dans l'usine depuis la reprise du secteur de la Peinture, les ouvriers de l'Electrolyse ne voyaient plus guère d'issue à leur mouvement. La grève des peintres, même minoritaire, avait remporté le morceau : elle bloquait l'usine et avait fait tache d'huile dans d'autres secteurs et d'autres usines. Mais, une fois le travail repris, les travailleurs de l'Electrolyse se retrouvaient sans force et menacés.

Avec la reprise à l'Electrolyse, c'est une période d'un mois de grèves qui se termine à Flins. Et bien que les grèves aient eu lieu en ordre dispersé, elles ont pu imposer à la direction des concessions non négligeables pour l'ensemble des travailleurs de la Régie. La Régie avait voulu faire un exemple en lock-outant Flins dès le début janvier. Elle n'a abouti qu'à faire de la grève un exemple pour les autres travailleurs de l'automobile, qui ont commencé à le suivre ; et c'est pourquoi elle a finalement choisi de faire des concessions pour faire cesser la grève. Comme quoi, un lock-out peut parfois se retourner... contre la direction !

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

L'USINE TUE

LEROY-SOMER-GOND-PONTOUVRE (Angoulême)

Un travailleur écrasé par sa machine

Un travailleur de Leroy-Somer est mort mercredi 2 février dans un accident du travail à la fonderie sous pression du Gond-Pontouvre.

Il était 4 heures du matin. Il terminait sa faction de nuit, quand il s'est fait écraser par sa machine, une presse à mouler sous pression.

L'accident a eu lieu alors que ce camarade tentait de décoincer un carter resté dans le moule, la machine étant à l'arrêt.

Une porte de sécurité qui, théoriquement, devait éliminer tout risque de ce genre, n'a pas joué réellement son rôle. Elle était installée bien trop loin du moule et elle s'est refermée, bien que le travailleur ait été dans la machine.

Des tiges de sécurité assuraient à l'origine le « balayage » de l'espace entre la porte et la machine, mais elles avaient été démontées car elles gênaient pour la production.

La presse locale se faisant l'écho du tract CGT et CFDT dénonçant « l'accablante responsabilité » **du patron, la direction a eu le cynisme de diffuser un tract où elle prétend** « qu'il n'est pas question pour elle de répondre aux critiques de certains qui ont, hélas, plus le souci d'accuser que de comprendre ». **Mais, en même temps, elle déclarait qu'elle mettait en chantier une « installation pilote » pour protéger complètement ces presses à mouler.**

Preuve que la sécurité n'était pas réellement étudiée sur ces machines et que le patron porte une lourde responsabilité dans la mort de notre camarade !

Correspondant local

USINOR

99 meurtres

Un ouvrier de 28 ans est mort le 4 février, des suites d'une chute de 17 mètres à l'intérieur de l'usine d'Usinor-Dunkerque. La rambarde sur laquelle il s'appuyait pour effectuer un travail à cette hauteur n'a pas tenu. Il a eu la colonne vertébrale brisée.

Le 6 octobre dernier, c'était un accident du trajet qui provoquait un mort et treize blessés ; le 6 septembre, un incendie, heureusement sans conséquence ; le 5 juin, une explosion laissait deux morts et quatre blessés graves. En vingt ans, depuis la création du complexe sidérurgique d'Usinor-Dunkerque, 99 travailleurs ont trouvé la mort au cours d'accidents du travail.

Comment qualifier cela autrement que, pour le moins, homicides par imprudence, sinon meurtres successifs avec préméditation ?

G.D.

AIR FRANCE (Orly-Nord)

La CGT mérite la médaille

Un « administrateur d'Air France », ainsi qu'il s'intitule dans sa prose, alias un représentant CGT au CE, vient d'écrire à Pierre Giraudet, le P-DG d'Air France.

« Quatrième compagnie mondiale pour le nombre de passagers/kilomètres transportés pour les liaisons internationales, deuxième compagnie mondiale pour le nombre de tonnes de fret transportées, la Compagnie nationale contribue également, par ses apports de devises, à l'équilibre des paiements de la France », lui rappelle-t-il.

Alors ? Eh bien alors, pour le cinquantième anniversaire d'Air France, il faut fêter ça dignement. Car que serait Air France, glisse-t-il, sans **« l'intérêt que porte le personnel ouvrier à la compagnie ? »**

Donc, il faut offrir **« l'attribution d'une prime de 1.000 F à tout le personnel (actif et retraité) »** (ce qui bien sûr ne déplaira à personne) et **« l'amnistie et la réparation des sanctions anti-syndicales et plus particulièrement la période des années 1950 »,** mais aussi **« des émissions sur les radios et les chaînes de télévision retraçant l'histoire d'Air France, l'exposition des différentes machines utilisées depuis 1933 (...) sur les aéroports d'Orly et de Roissy, la création et l'édition d'une brochure retraçant l'évolution d'Air France depuis sa création, les débuts, les premières lignes, la guerre 1939-1940, la renaissance en 1945. » « Ne pas oublier l'occupation avec le rôle des agents d'Air France, les déportés, les victimes héroïques, rendre hommage aux morts tombés en service, pas seulement au personnel navigant, mais aussi au plus humble. (...) Et rendre hommage particulier à ceux, encore vivants, qui étaient en activité dans l'une ou l'autre des cinq compagnies qui ont formé Air France le 30 août 1933. »** Ils sont bien sûr en retraite ; on pourrait, suggère la CGT, les réunir à Paris avec des personnalités (Bellonte, Turcat, participation des ministères des Transports, direction générale de l'Aviation civile). Et la CGT demande **« la création d'une série d'affiches sur les 50 ans d'Air France »,** et enfin, la dernière : **« L'impression d'une médaille du cinquantenaire »,** attribuée à chaque agent de la compagnie.

« Voilà, Monsieur le président, conclut l'administrateur, **quelques propositions non limitatives que je tiens à vous présenter, afin que la direction générale marque, comme il se doit, le cinquantenaire de la compagnie nationale Air France. »**

Il restera en effet à proposer... une médaille pour l'administrateur CGT !

Correspondant LO

SKF (Ivry)

Un tas de ferraille bien de chez nous !

A la SKF à Ivry, la CGT se fait fort de lutter pied à pied contre les attaques de la direction sur l'emploi. Elle veut empêcher le démantèlement de l'usine, et il faut bien dire qu'il y a fort à faire. En effet, les effectifs ne sont plus que la moitié de ce qu'ils étaient en 1975 ; près d'une vingtaine de tours ne sont plus utilisés et deux des six grands fours à trempe ont été détruits.

Du coup, la CGT a décidé de concentrer son action sur une vieille machine à tarauder, une vieille carcasse qui fuit de partout, utilisée jusqu'à il y a trois mois pour usiner des roulements à billes qui sont maintenant usinés en Italie. Depuis un mois, la machine en question est reléguée sous un hangar, et la CGT a appelé déjà à plusieurs reprises les travailleurs à s'opposer de force au départ de la machine pour l'Italie. Les dirigeants CGT prétendent que c'est vital pour empêcher le démantèlement de l'entreprise.

C'est ainsi que déjà il y a un mois, en pleine période de chômage technique entre Noël et le Jour de l'An, des dirigeants de la CGT sont venus bloquer les portes de l'usine avec l'estafette de la municipalité, pour empêcher la direction d'emmener la machine.

A la mi-janvier, nouvelle tentative de la direction : la CGT riposta du tac au tac et appela les travailleurs à débrayer. Une centaine de travailleurs répondirent à cet appel et, cette fois encore, le camion de déménagement a dû repartir à vide.

La CGT n'a pas craint d'affronter l'huissier de la direction, et deux de ses délégués ont été traduits devant le tribunal qui s'est, pour cette fois, heureusement déclaré incompétent.

Mais la bataille n'était pas terminée. La direction ayant annoncé son intention de tenter un nouveau déménagement le vendredi 4 février, la CGT appelait à un nouveau débrayage et au blocage des portes de l'usine, mobilisant cette fois une centaine de militants CGT d'Ivry pour prêter main-forte à la centaine d'ouvriers qui avaient débrayé.

Si certains travailleurs profitent de l'occasion pour faire la pige à la direction, d'autres, par contre, ne s'en ressentent guère pour jouer les gardiens du tas de ferraille. Mais ni les uns, ni les autres ne se font d'illusions sur l'efficacité, en ce qui concerne l'emploi, de la guéguerre engagée par la CGT.

Mais la CGT estime avoir remporté un succès, puisque la machine — inutilisée comme bien d'autres — est toujours dans son coin en train de rouiller...

Correspondant LO

PTT TRI AUSTERLITZ (Paris)

Faute d'obtenir la 5e semaine de congés promise, la CGT réclame la 6e semaine !

Dans les PTT, la cinquième semaine de congés n'est toujours pas appliquée. En 1982, il avait bien été question de deux jours de congés supplémentaires, en guise de cinquième semaine, mais ils n'ont toujours pas été accordés, par manque d'effectifs. C'est ce que Louis Mexandeau, le ministre des PTT, avait eu le culot d'expliquer.

Et ces fameux deux jours de congés supplémentaires, toujours pas appliqués, suscitent la discussion et la grogne de nombreux postiers... et une belle hypocrisie de la part de la CGT du centre de tri Austerlitz.

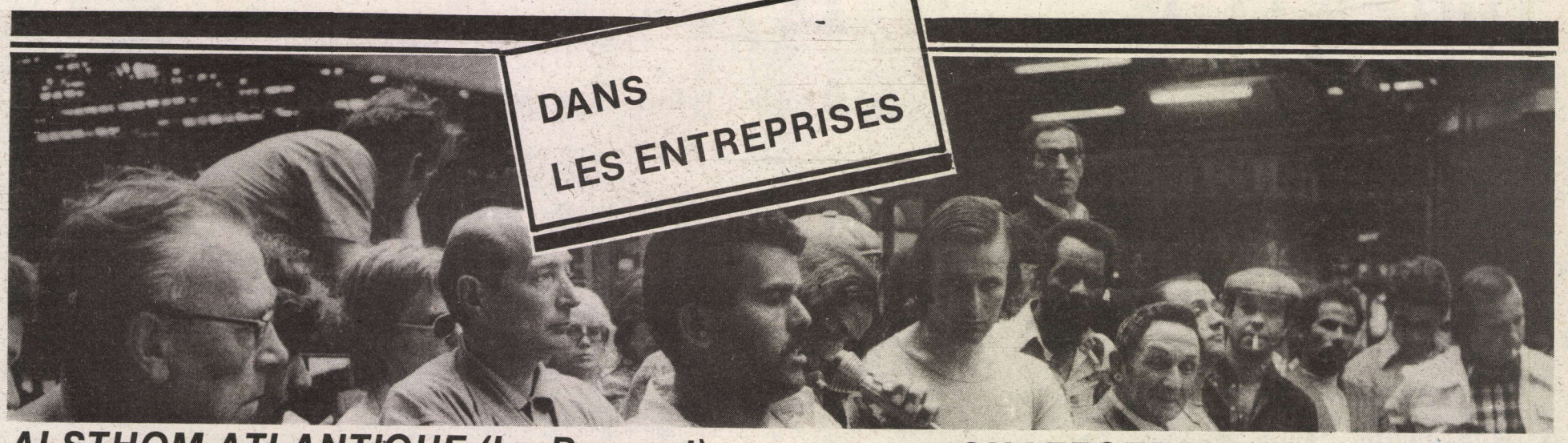
Ainsi, lors d'une réunion syndicale où le problème était soulevé, c'est un délégué CGT qui a cherché à justifier cela en affirmant que, si on faisait bien le compte des jours ouvrables et non ouvrables, la cinquième semaine de congés, on l'avait déjà !

On ne sait pas où il a appris à compter : peut-être veut-il parler des quatre jours de repos exceptionnels (qui correspondent un peu aux jours d'ancienneté ou au « ponts payés » ayant cours dans beaucoup d'entreprises privées). Mais pour nous, pas de doute, le compte n'y est pas.

Le plus curieux, c'est que, si la CGT ne veut pas se battre pour les deux jours qui nous sont dus et que les employés réclament, en revanche, elle revendique... la sixième semaine (puisque, selon elle, on a déjà la cinquième !)

Il fallait y penser : puisqu'on ne peut obtenir l'application de la cinquième semaine, réclamons la sixième ! Et tant pis si c'est pour la Saint-Glinglin. Une façon de refuser la lutte maintenant, tout en ayant l'air radical. Mais cela ne trompe personne.

Correspondant LO



ALSTHOM-ATLANTIQUE (Le Bourget)

La grève de la Manutention continue

Ça fait maintenant plus d'une semaine qu'une grève paralyse la Manutention à l'Alsthom-Atlantique (*LO* n°766). Une grève que les manutentionnaires, c'est-à-dire une trentaine de pontonniers, de caristes et d'élingueurs, continuent, même si aujourd'hui la direction fait la sourde oreille. Nos problèmes de salaires, de manque de personnel et de conditions de travail, elle préfère les ignorer, même en prenant le risque de voir notre grève bloquer une partie de la production.

Actuellement, nous restons dans l'atelier, où quelques irréductibles du travail, à chaque manœuvre qu'ils essaient de faire, s'entendent dire ce que nous pensons d'eux. Lundi, le chef du personnel est venu, flanqué d'huissiers, pour nous demander de quitter l'atelier, sous peine d'avertissement. Ils ont été reçus comme ils le méritaient et finalement, c'est nous qui sommes restés dans l'atelier, décidés à continuer notre mouvement.

Lundi toujours, une collecte a été organisée par les syndicats, à la sortie de l'usine, et elle a permis aux autres travailleurs d'exprimer leur sympathie vis-à-vis de notre grève.

Mercredi, nous avons reçu chez nous, par lettre recommandée, une mise en garde nous menaçant de sanctions si nous ne quittions pas l'atelier.

Le même jour, une réunion a eu lieu entre la direction, l'inspecteur du Travail, des délégués et une délégation de grévistes.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas ce que la direction compte nous proposer. Mais nous en tout cas, nous savons bien ce que nous voulons !

Correspondant L.O.

BUREAU DE POSTE 18e

Deux jours de grève contre le manque d'effectif

Lundi 7 février, au bureau de poste du 18e arrondissement de Paris, la CGT organisait, à la prise du service, une assemblée générale pour protester contre le manque d'effectif dans le bureau : il y a très souvent depuis quatre mois des tournées de distribution qui ne peuvent être assurées (il y en avait 14 ce jour-là). Les lettres à réexpédier s'accumulent souvent plusieurs jours avant qu'elles soient traitées pour assurer leur réacheminement...

Mais si la CGT parlait **« d'action de protestation »**, sans rien proposer de concret, nous étions nombreux, parmi les 90 présents environ à l'assemblée (sur 250 préposés du bureau), à estimer qu'il fallait vraiment marquer le coup. Et 56 d'entre nous décidaient de voter de se mettre en grève pour 24 heures.

On a vu alors le responsable CGT expliquer qu'il n'en était pas question, qu'il ne fallait pas d'action minoritaire, etc. L'opposition de ce syndicat au mouvement a fait que nous nous sommes trouvés finalement un peu plus de 30 à partir en grève.

Mais à 30, cela permettait déjà de faire voir notre mécontentement. Nous avons fait deux panneaux devant l'entrée du bureau de poste. L'un s'adressait aux autres postiers, l'autre aux usagers.

Ce panneau leur expliquait les raisons de notre grève, le fait que, si le manque de personnel se traduit pour nous par une aggravation de nos conditions de travail, cela veut dire pour eux du retard dans le courrier. Nous y dénoncions le scandale du manque de personnel dans les services publics, alors qu'il y a deux millions de chômeurs. Au bas du panneau, les usagers pouvaient trouver le numéro de téléphone de la direction des Postes de Paris et celui de notre receveur pour adresser leurs protestations.

Et la quasi-totalité des habitants du quartier qui sont venus au bureau de poste ce jour-là discutaient avec les grévistes et signaient les pétitions que nous leur présentions devant l'entrée.

Nous voulions reconduire la grève le lendemain, tout en essayant de convaincre d'autres préposés du bureau et des agents d'autres services de nous rejoindre, cependant que la CGT, en accord avec notre chef de service, appelait tous les préposés à reprendre le travail avec la promesse qu'il ne leur serait effectué aucune ponction sur leur salaire s'ils reprenaient immédiatement. Nous avons quand même fait grève 24 heures de plus.

Après quarante-huit heures de grève, nous avons repris le travail. Mais nous continuons à discuter de la nécessité de préparer d'autres mouvements où, nous l'espérons, nous serons plus nombreux.

Correspondant L.O.

Par manque de personnel, il manque un emploi

Lundi matin, au cours d'une discussion, un usager nous informait qu'il venait de retirer de sa boîte postale une lettre d'embauche. Il s'est présenté chez l'employeur. Malheureusement la place était déjà prise. En effet, la lettre ayant été envoyée dix jours plus tôt, il l'a reçue avec une semaine de retard...

CHAFFOTEAUX (Saint-Brieuc)

Non à la réduction d'horaire à la sauce patronale !

Lundi 31 janvier, c'est à plus de 1 000 que nous avons débrayé pour protester contre la réduction d'horaire d'une demi-heure prévue par la direction de Chaffoteaux au 1er février.

En effet, non seulement cette demi-heure n'était payée qu'à 70 % mais, en plus, personne n'en aurait vu la couleur. La direction voulait l'étaler sur toute la semaine, à raison de 5 minutes du lundi au jeudi, et 10 minutes le vendredi. Son coup était bien préparé. Pour faire passer la pilule, elle a annoncé en même temps une augmentation de salaire de 1,8 %.

Si personne n'était vraiment prêt à engager la lutte pour le paiement intégral de la réduction d'horaire, personne n'était prêt non plus à accepter son marché de dupes sans rien dire.

Devant notre protestation massive, la direction acceptait le soir même de répartir la demi-heure en deux quarts d'heure le mercredi et le jeudi, comme le souhaitait la majorité du personnel.

Correspondant LO

A RILLIEUX (Rhône)

Les ouvriers du garage Maublanc (BMW) en grève

Les 12 ouvriers de l'atelier du garage Maublanc entament leur quatrième semaine de grève.

Aux revendications qu'ils présentaient : intégration au salaire de la prime de productivité, révision des coefficients, le patron répondait par le lock-out le lundi 17 janvier.

Après intervention de l'inspecteur du travail, Maublanc a dû réouvrir l'atelier, mais ne voulait toujours rien savoir des revendications. Face à cela, les ouvriers se sont mis en grève le mercredi 18.

Pour toute réponse, Maublanc a annoncé quatre licenciements : ceux du délégué syndical, du pompiste du garage et de deux ouvriers sous contrat.

Malgré cette attitude, les grévistes, après trois semaines de grève, sont toujours décidés à tenir.

Correspondant LO

Les maîtres nageurs de Limoges en grève contre la mairie socialiste

Pour la troisième fois depuis trois semaines, les maîtres-nageurs de Limoges étaient en grève le mardi 8 février.

Ils revendiquent :

— Une augmentation des effectifs : le manque de personnel oblige la municipalité à faire appel depuis de nombreuses années aux CRS ou aux pompiers.

— La création de quatre postes de « chef d'établissement de bain » ; ce qui équivaudrait pour les intéressés à 200 F de plus par mois.

— Une réactualisation du prix des leçons, qui est ridiculement bas et qui n'a pas évolué depuis 1965.

— Le maintien des avantages acquis : en effet, depuis 17 ans, les heures du dimanche sont payées double.

Indifférence ou mépris, jusque-là la municipalité n'a même pas semblé vouloir s'intéresser au problème. Hormis une entrevue bidon, proposée par le secrétaire général, et une « réponse » du maire tout aussi bidon, publiée dans les quotidiens régionaux, rien de concret n'a été proposé aux maîtres-nageurs. Ils sont déterminés et ont entamé une grève illimitée devant ce refus caractérisé du dialogue. Ils popularisent leur grève par la distribution de milliers de tracts dans la ville.

Correspondant LO

THEATRE

« *Les trois mousquetaires* »

On ne raconte pas *Les Trois Mousquetaires* qui étaient quatre, leurs amours malheureuses, leurs combats contre les hommes du cardinal, les ferrets de la reine, etc. Et on retrouve toujours avec plaisir un d'Artagnan au savoureux accent gascon, un Porthos bien en chair et bon vivant, le froid Athos et son secret, et enfin Aramis, déchiré entre son amour de Dieu et ses amours de femmes. Dans l'interprétation de Maurice Maréchal on retrouve tous ces ingrédients avec plaisir. Sans compter un Louis XIII débile et irrésistible, et un Richelieu machiavélique à souhait et toujours prêt à envoyer ses gardes se faire monumentalement rosser par les valeureux mousquetaires.

Une mise en scène remarquable, enlevée, vivante, de très bons acteurs, des combats de cape et d'épée aussi nombreux que réussis, tout concourt à faire de cette énième adaptation du roman d'Alexandre Dumas un spectacle beau et drôle à la fois.

Laurence VINON

Maison-des-Arts de Créteil. Jusqu'au 27 février. Place : 50 F.

COMMUNIQUÉS

Les contes (im)moraux à la Comédie de Paris, un spectacle de Jean-Claude Darnal. L'évolution de l'univers au travers de quatre contes philosophico-drôles. Pour enfants de 7 à 77 ans. 42, rue Fontaine, Paris 9e. Jusqu'au 19 février. Tous les jours à 14 h 30 sauf dimanche. 15 F à 25 F.

Snuff, le silencieux. Une pièce de Pip Simmons. Grande salle du TEP à Paris. Du 15 février au 27 mars.

LIVRES

« Table d'hôte » de Daniel Boulanger

Table d'hôte de Daniel Boulanger est constitué d'une vingtaine de nouvelles.

Très vite, le lecteur est pris par ces histoires, tranches de vie parfois insolites.

Pas habituel, la Générale, qui pour sa kermesse annuelle, fait venir d'Afrique des Pygmées. Pas habituel non plus, Monsieur de Seules, très riche et qui un mois par an se fait passer pour valet de chambre, au grand secret bien sûr de ses proches.

Mais ce qui accroche bien plus le lecteur, c'est le ton de Daniel Boulanger. Tout simplement, comme si de rien n'était, il jette un regard tour à tour moqueur, grave, sur ses personnages. Il traite avec beaucoup d'imagination et d'humour les rapports entre les gens, comme les rapports de ce jeune homme de 19 ans avec sa mère dans la nouvelle *Au seuil de la Pampa.*

Marielle LEMONNIER

Table d'hôte *de Daniel Boulanger. Ed. Gallimard. 60 F.*

Réédition

« Quel petit vélo à guidon chromé au fond de la cour ? »

de Georges Perec

Un groupe de bons copains, intellectuels de gauche et généreux, décide d'aider un jeune appelé qui refuse d'aller faire la guerre d'Algérie.

Tel est le thème du récit de Georges Perec. Mais c'est un thème traité avec la plus grande désinvolture et dans un style délibérément loufoque.

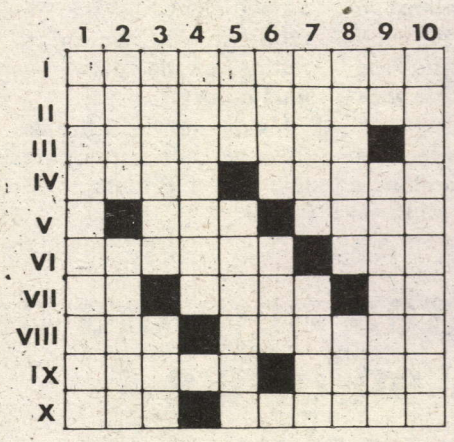
L'anecdote devient ainsi une épopée avec, dans le rôle du héros, le dénommé Pollak Henri, maréchal des logis. Un fringant jeune homme qui semble avoir pour occupation essentielle de faire la navette, sur « *un pétaradant vélomoteur (à guidon chromé)* » entre le Fort de Vincennes où il est encaserné et son Montparnasse natal « *où que c'est qu'il avait sa bien-aimée, sa piaule, tous ses potes et ses chers bouquins* ».

L'auteur s'est manifestement bien amusé. Le lecteur aussi !

Sylvie MARECHAL

Quel petit vélo à guidon chromé au fond de la cour ? *de Georges Perec. Ed. Folio. 12 F.*

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Permet de prendre l'air. II. Qui manque plutôt de constance. III. Charmer. IV. Fondateur. Coupe la tête. V. D'un auxiliaire. Lieu de délices. VI. S'entend en foire. Vieille pièce. VII. Contraction. Lancé. Exclamation. VIII. Marque la fin du culte. Porte une robe bistre. IX. C'est une histoire. On le fait souvent pour ne rien faire. X. A eu des voix. Obstiné.

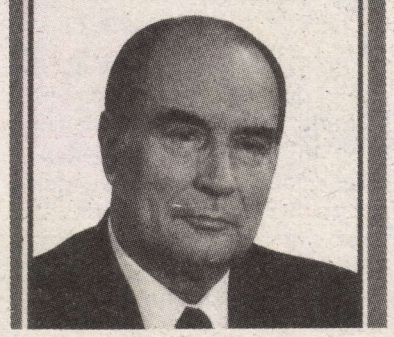
VERTICALEMENT. — 1. De l'étoffe pour cul bénit. 2. « Anti-vol ». Table garnie d'illusions. 3. Régler son compte. Porté par l'homme d'armes. 4. La maison du père. 5. Point incertain. Solanée d'origine andine. 6. Céleri vulgaire. A pour fruit le limon. 7. Ma tante en a comme mon oncle. Chiffre. 8. Donne le sourire. Amie d'Arthur. 9. Court cours. Le mal lui fait du bien. 10 Epuisante.

SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	K	I	D	N	A	P	P	I	N	G
II	I	N	O	U	I	E	■	N	U	L
III	L	I	T	I	G	I	E	U	S	E
IV	O	T	E	■	U	N	I	S	■	B
V	G	I	R	O	■	E	D	I	T	E
VI	R	A	■	S	U	R	E	T	E	■
VII	A	T	L	A	S	■	R	E	■	G
VIII	M	I	E	N	N	E	■	■	C	A
IX	M	O	N	T	E	L	I	M	A	R
X	E	N	A	■	E	U	S	E	B	E

« Le 14 juillet 1989 »

de François-Marie Arouet



La politique-fiction semble bien se vendre en cette période pré-électorale. Comme si la droite éprouvait le besoin de rêver un peu...

Aux « scénarios » de Giscard et autres *Quand la rose se fanera* de Peyrefitte, s'ajoute ce *14 juillet 1989* d'un certain François-Marie Arouet, pseudonyme emprunté, excusez du peu, à un certain Voltaire dont c'était le vrai nom.

Mais notre Arouet, que des indiscrétions bien orientées ont révélé être un certain Montassier, gendre d'un certain Valéry Giscard d'Estaing, n'a rien du véritable Voltaire. Sa peinture d'un milieu politique qu'il connaît pourtant bien n'est ni spirituelle, ni brillante. La politique politicienne qu'il prend pour cible n'est que magouille — belle découverte ! — une magouille située essentiellement au niveau des hommes de l'appareil, des politiciens moyens, car les grands, eux, les Barre, les Giscard et même les Mitterrand, planent dans les hautes sphères de la philosophie...

Mitterrand d'ailleurs ne serait pas si mal s'il n'était entouré de socialistes doctrinaires et de communistes révolutionnaires. Mais oui ! Mais oui !

Quant au scénario, il imagine Mitterrand victime d'un attentat au moment de réaliser la seule grande réforme de son septennat : la réforme du calendrier, le 21 septembre 1983 devenant le 14 juillet 1989.

Une chose est sûre, c'est qu'à cette date et quel que soit le calendrier adopté, plus personne, depuis longtemps, ne parlera plus de ce livre racoleur et sans aucun intérêt.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Le 14 juillet 1989 *de F.M. Arouet. Ed. Le Pré-aux-Clercs. 69 F.*

LIVRES

« Fils d'homme »

d'Augusto Roa Bastos

Ce roman de l'écrivain paraguayen Augusto Roa Bastos, qui vit actuellement en exil en France, se veut, selon son auteur lui-même, *« inspiré de la vie et de l'histoire de la société paraguayenne »*, et puisé notamment *« dans les péripéties de sa vie historique et sociale, dans la singulière particularité de sa culture bilingue, unique en son genre en Amérique latine ».*

En effet, des personnages très simples, le petit peuple, sont au centre de ce roman. La misère et la violence sont leurs lots quotidiens. Le roman couvre plusieurs périodes et plusieurs générations. Il se termine en 1932, date de la terrible guerre entre le Paraguay et la Bolivie, qui fit près de 200 000 morts : guerre absurde pour les pauvres, paysans ou ouvriers entraînés à donner leur sang pour la patrie et un dictateur après l'avoir donné, eux ou leurs parents, pour des patrons de plantations dans de véritables camps de travail dignes de l'univers concentrationnaire.

Les premiers chapitres montrent le mélange de paganisme et de mysticisme qui imprègnent la société paraguayenne ; les rapports entre l'église catholique et ses *« fidèles »* pouvant être source de conflits. Mais Augusto Roa Bastos, avec les trois générations de personnes dont il parle, insiste sur la continuité de l'oppression, de cette oppression qui est un *« enfer »*. Mais comme les derniers mots du roman le disent : *« il doit y avoir une issue ».*

Samuel LATAN

Fils d'homme *de Augusto Roa Bastos. Ed. Belfond. 79 F.*

« La cave »

de Thomas Bernhard

La Cave, de l'écrivain autrichien Thomas Bernhard, est un court roman autobiographique, écrit d'une traite, dans un style où les répétitions et les redites ne rendent pas toujours la lecture facile.

En 1947, Thomas Bernhard a 16 ans. Deux ans après la fin de la guerre, c'est un temps d'extrême détresse ; et sa famille, ruinée par la guerre, vit dans la misère. L'auteur quitte le lycée pour travailler dans un magasin d'alimentation situé dans un sous-sol, « la cave ». Il découvre alors le quartier de Scherzhauserfeld à Salzbourg, *« tache de boue... dont toute la ville est honteuse quand on la lui rappelle, une salissure, composée de famine, de crime et de saleté ».* Et paradoxalement, c'est au contact de cette cité de réprouvés qu'il acquiert le goût de la vie.

Dans la dernière partie de cette autobiographie, c'est l'homme mûr qui parle de lui-même.

Distant, désabusé, il considère que les hommes *« sont des comédiens dont il n'y a plus grand-chose à attendre »*, que *« toutes les choses se valent »* et que *« tout est égal »*. Mais au-delà de cette philosophie désabusée, le livre est saisissant par la force que l'auteur a su donner à la révolte de cet adolescent désespéré dans le monde chaotique de l'immédiate après-guerre et par la description hallucinante de la cité de Scherzhauserfeld, enclave de désespoir et de misère dans un monde bourgeois satisfait de lui-même.

Marie ANTONIN

La cave *de Thomas Bernhard. Ed. Gallimard. 52 F.*

« Tempête sur la ville »

de Maxime Gorki

Ce court récit de Gorki est la chronique d'une petite ville russe au début du siècle, où *« depuis un temps immémorial, une haine farouche met aux prises la ville et le faubourg ».*

La ville, c'est le domaine des bourgeois cossus, des notables ; le faubourg, celui des pauvres, des prostituées, des mauvais garçons qui dépensent leur trop-plein d'énergie en rixes sanglantes et en saoûleries monumentales.

La rumeur d'événements mystérieux et subversifs, quelque part dans le pays, suffit à mettre le feu à cette poudrière : on se réunit, on parle fort, entre autres de liberté ; mais c'est la confusion totale, qui dégénère en querelles ou règlements de compte personnels.

Vavilo, la brute, une des figures principales du récit, n'échappe pas à cette atmosphère fiévreuse. Il passe du discours incendiaire au crime passionnel puis à la trahison, en se faisant le défenseur des bourgeois contre les faubouriens.

On peut penser qu'écrit en 1910 ce livre se fait l'écho de la montée révolutionnaire de 1905. C'est ce que suggère la note de l'éditeur. En fait l'essentiel du livre est consacré à la peinture de quelques personnages : Tiounoff, le borgne, le sage, dont le passé mystérieux laisse croire à des aventures révolutionnaires ; Sima, le poète mystique et maladif ; Vavilo, la force faite homme, qui passe de la rage aux larmes : des figures des « bas-fonds » comme Gorki les affectionne... mais pas toujours attachantes. Cela rend le roman plutôt décevant.

Sylvie MARECHAL

Tempête sur la ville *de Maxime Gorki. Ed. Stock. 35 F.*

« Femmes, le second souffle »

de Betty Friedan

Femmes : le second souffle est une tentative de la féministe américaine, Betty Friedan, pour offrir de nouvelles perspectives au mouvement des femmes aux USA. Les féministes ont notamment lutté pour l'égalité des droits avec les hommes au travers d'une campagne pour l'inscription dans la Constitution américaine d'un amendement anti-sexiste. Cette campagne a échoué. L'auteur, citant de nombreux exemples de femmes avocates, étudiantes, journalistes ou autres, de la classe moyenne américaine, explique qu'elles ont fait fausse route. Leur lutte pour l'égalité des droits leur a certes permis de faire de belles carrières sur le modèle masculin. Mais justement, cela les a conduites à refouler leur sentiment maternel, et à sacrifier leur famille. Or, selon Betty Friedan, la famille est un élément essentiel de la vie d'une femme. Elle propose donc de porter le combat pour l'égalité des droits au sein de la famille. Il faut que chaque famille américaine — en tout cas, chaque famille de la petite bourgeoisie américaine, car les autres, elle les ignore —, devienne une famille idéale, harmonieuse, où homme et femme partagent tâches et responsabilités.

L'auteur ne s'en cache pas : le combat pour les droits sociaux devient de plus en plus dur. Avec la crise, il sera difficile de maintenir ne serait-ce que ce qui est déjà acquis. Par ailleurs, elle estime que les féministes n'ayant pu vaincre leurs adversaires réactionnaires, elles feraient aussi bien d'essayer de se les concilier, en se proclamant aussi pour la famille, et en affirmant bien haut que la famille est le dernier refuge contre la crise, et pourquoi pas, contre le communisme !

Le livre de Betty Friedan, rédigé dans un style obscur emprunté aux conférences de sociologie, est plus que fastidieux. Et il en ressort surtout que, selon l'auteur, le combat des femmes devenant de plus en plus difficile, il vaut mieux faire contre mauvaise fortune bon cœur. C'est un second souffle bien asthmatique... et finalement bien réactionnaire !

Gaston DEVAU

Femmes : le second souffle *de Betty Friedan. Ed. Hachette. 318 pages. 79 F.*

TELE FILMS

Sélection

Samedi 12 février

16 h 05. TF1. Histoire des inventions. Rediffusion de la première d'une série de six émissions, qui ont connu un succès légitime. Ceux qui l'ont loupée une deuxième chance.

21 h 25. TF1. Droit de réponse. Les différents problèmes du couple (et il y en a !) seront abordés dans l'émission de Michel Polac.

21 h 50. A2. Théodor Chindler. Quatrième épisode du feuilleton sur l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale.

22 h 35. FR3. Musiclub. Autour de Jean-Sébastien Bach, un film de François Reichenbach avec le pianiste Alexis Weissenberg.

22 h 50. Etoiles et toiles. Le Japon analysé à travers plusieurs réalisateurs de cinéma dont Kurosawa.

Dimanche 13 février

14 h 30. TF1. Sport Dimanche ou un après-midi américain. Extraits de différentes séquences sportives et spectaculaires : les Harlem Globe Trotters, du surfing à Hawaï, etc.

17 h 45. FR3. Copernic. Deuxième épisode d'un feuilleton consacré à l'astronome Nicolas Copernic.

19 h. TF1. 7 sur 7. Le magazine d'actualité a pour invité Léopold Sedar Senghor.

20 h 35. TF1. Chinatown. Film de Roman Polanski. Le « milieu » en 1937 aux Etats-Unis avec Jack Nicholson et Faye Dunaway.

20 h 35. FR3. Mise à mort d'une République. Cette émission se propose d'expliquer l'Allemagne de Stresemann à Hitler (1928-1933). Des films d'archives intéressants ainsi que divers témoignages. On y entendra les habituels clichés sur la montée du nazisme, sans que la responsabilité de la bourgeoisie soit dénoncée.

20 h 35, A2. Chantez-le-moi. La chanson de 1940 à 1944 : sous l'Occupation les chanteurs ont continué leur métier avec nombre de niaiseries. Emission illustrée de documents d'époque.

21 h 40. A2. Roule routier. Cette 5e émission nous fera voyager en Inde en camion.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. La femme aux cigarettes. Un vieux film dramatique américain peu connu, et paraît-il assez intéressant.

Lundi 14 février

20 h 35. TF1. Le cave se rebiffe. Cinquième diffusion : de quoi se rebiffer ! avec Gabin, Blier, M. Biraud.

20 h 35. A2. Emmenez-moi au théâtre : Roméo et Juliette. L'opéra de Charles Gounod est chanté par Barbara Hendricks et Nell Shicoff.

22 h 15. TF1. Santé. Les vaisseaux sanguins, tel est le thème de l'émission d'Igor Barrère et Etienne Lalou.

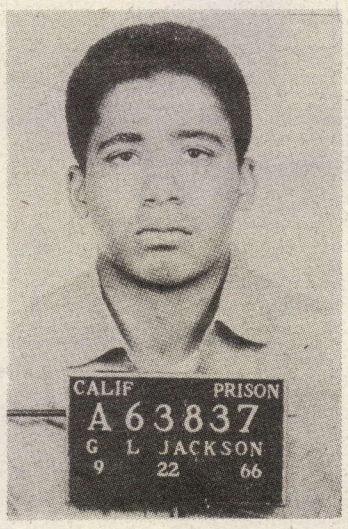
Mardi 15 février

20 h 35. TF1. Le théâtre de la mer. Téléfilm. Une histoire de sirène pleine de poésie.

20 h 35. FR3. Guerre et paix. Film soviétique en quatre parties ; d'après le roman de Tolstoï. Une vaste fresque historique.

20 h 40. A2. Yazuka. Film de Sydney Pollack avec Robert Mitchum. Une histoire de gangster au Japon.

22 h 30. A2. Lire c'est vivre. Une émission à ne pas manquer. De jeunes prisonniers, des parents ont lu **Les frères de Soledad,** le livre du jeune Noir américain George Jackson mort en prison. Les lecteurs font revivre son souvenir et livrent leurs sentiments et leur expérience.



Mercredi 16 février

20 h 35. TF1. Mercredis de l'information : Les exilés du Reich. Un reportage sur les filières et les réseaux d'anciens nazis en Amérique latine. Avec l'arrestation de Klaus Barbie, cela est en plein dans l'actualité.

20 h 35. A2. On recherche la femme de Sundance. Téléfilm américain humoristique qui se veut la suite de **Butch Cassidy et le Kid.**

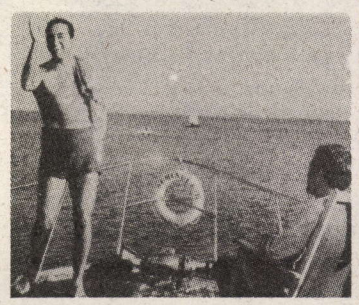
21 h 35. TF1. Hommage à Galina Oulanova. Autour de la ballerine soviétique, quelques extraits de divers ballets.

Jeudi 17 février

20 h 35. TF1. Un adolescent d'autrefois. Téléfilm qui est une adaptation d'un roman autobiographique de Mauriac. Pour ceux qui aiment...

20 h 35. A2. L'histoire en question : « 6 février 1934, place de la Concorde ». Une émission d'Alain Decaux sur cette journée d'émeute où l'extrême-droite a fait plier le gouvernement Daladier.

20 h 35. FR3. Le fanfaron. Un film de Dino Risi où l'acteur italien Vittorio Gassman, a un rôle taillé sur mesure.



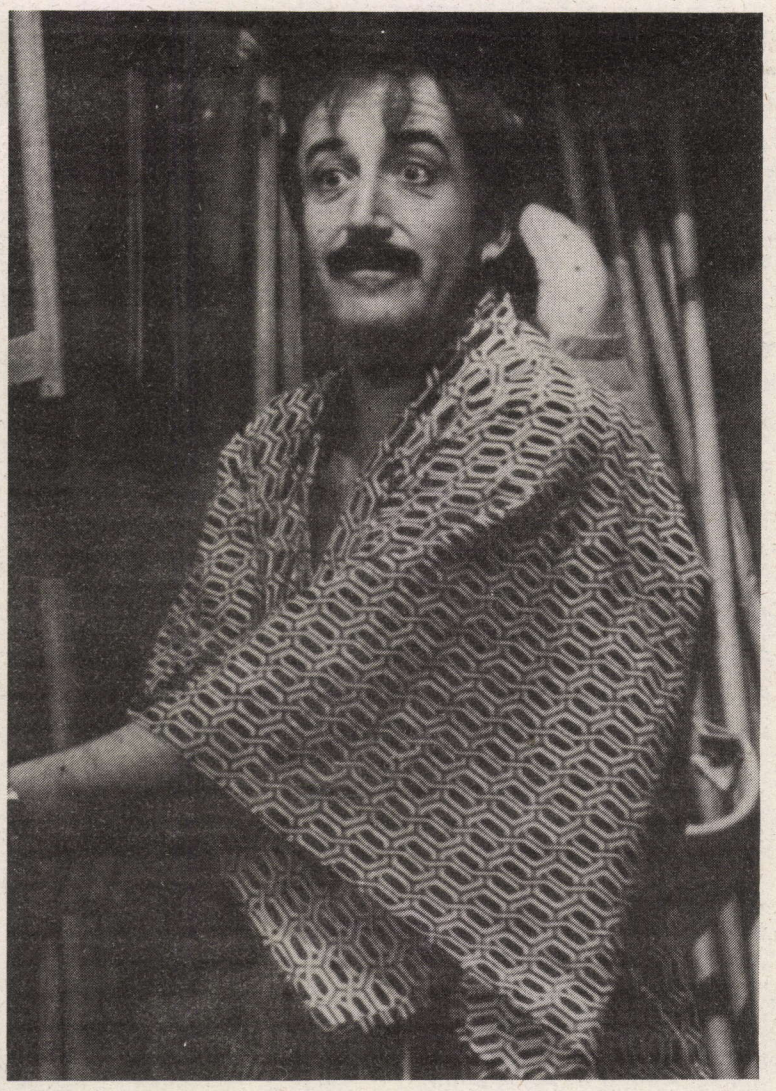
21 h 50. A2 Les enfants du rock : Joe Jackson.

22 h 40. FR3. Mémoires de France. Le Poitou protestant au péril des dragons. Une émission historique de Pascal Ory sur les dragonnades anti-protestantes dans l'Ouest du temps de Louis XIV.

Vendredi 18 février

21 h 35. A2. Apostrophes. Bernard Pivot consacre son émission à des livres de « portraits » et nous présente six écrivains.

23 h. A2. Ciné-Club : cycle Jean Rouch : **Moi un Noir.** Ce film de 1957 est un reportage sur de jeunes Nigériens immigrés en Côte-d'Ivoire.



« A la recherche de la panthère rose »

de Blake Edwards
avec Peter Sellers

Le héros de la série des films *La panthère rose,* Peter Sellers, est mort en 1980. Cela n'a pas empêché Blake Edwards, réalisateur de la série, de sortir un dernier film en récupérant des séquences non utilisées des sept films précédents.

Le célèbre inspecteur Clouseau (Peter Sellers) est chargé d'enquêter sur la disparition du fabuleux diamant, « la Panthère rose », au Moyen-Orient. Mais son avion disparaît au cours de l'enquête. Une journaliste cherche alors à le retrouver en interrogeant ses proches. C'est là l'occasion de revoir Clouseau dans un certain nombre de ses gags : certains font franchement rire, d'autres laissent plutôt indifférent. Et le scénario nous laisse un peu sur notre faim. Surtout que le pot pourri des meilleurs gags des films précédents qui clôt ce film fait mieux sentir pourquoi ceux-là étaient laissés de côté.

Pierre CHAMBEY

« Clémentine Tango »

Charles, jeune homme de bonne famille, quitte sa place des Vosges natale et se rend place Pigalle dans un cabaret. Il veut en savoir plus long sur une certaine Jeannette... mais rencontre une nommée Clémentine, dont la vie se passe dans un coin du cabaret à écouter des tangos. Charles est fasciné par les danseurs qui répètent... et par Clémentine. Las ! Celle-ci se révèle être sa demi-sœur ; y toucher serait de l'inceste. Charles, qui pour fréquenter Pigalle n'en a pas moins de la moralité, l'évite. Ouf !

Cette intrigue plutôt mal ficelée est un prétexte pour nous présenter des numéros chorégraphiques dont le professionnalisme n'est pas évident. Mais ce qui est le plus frappant dans ce film, c'est le ton des acteurs. Les comédiens, notamment Charles, ânonnent. Tout semble volontairement mal joué. Si ce ton faux est une recette imaginée par la réalisatrice pour attirer l'attention du spectateur, c'est réussi ! Mais quel ennui !

J.F.

FILMS

« Antonieta »

de Carlos Saura

Antonieta est un personnage réel, celui d'une femme née au début du siècle au Mexique et qui s'est suicidée en 1931 à Paris.

Le film de Carlos Saura reconstitue la vie et l'univers d'Antonieta Rivas Mercado : le Mexique de Porfirio Diaz, puis celui de la révolution mexicaine, d'Emiliano Zapata et de Pancho Villa ; enfin, plus tard, la réaction religieuse où les « Cristeros » s'opposent par la violence à l'anticléricalisme de divers présidents. Ces événements sont évoqués à l'aide d'archives cinématographiques de l'époque ou de reconstitutions. C'est ainsi de manière très vivante qu'est recréé l'univers d'Antonieta.

Antonieta est elle-même issue de la haute société mexicaine, fille d'un architecte et sculpteur qui a des commandes du dictateur Diaz. C'est dans ce milieu privilégié qu'elle prend goût pour les livres, l'art, la culture et en particulier la culture européenne contemporaine, un goût qui devient une passion.

Rompant avec son mari, elle devient une intellectuelle passionnée, montant des pièces de théâtre et se passionnant pour la culture. Elle se lie intimement avec Vasconcelos, homme politique mexicain candidat à la présidence de la République en 1930, libéral cultivé, ancien ministre de la Culture.

Puis, à cause de ses désillusions envers la société et envers les hommes auxquels elle faisait confiance, à cause de sa dépendance envers eux, elle finit par se suicider.

Toute l'évocation du Mexique à travers le personnage d'Antonieta est vue sous l'angle d'intellectuels libéraux pétris de bonnes intentions mais incapables de comprendre et de soutenir les révoltes populaires. Plusieurs épisodes du film sont caractéristiques de cette attitude, tel Vasconcelos donnant la **Divine Comédie** de Dante à un paysan analphabète.

Carlos Saura s'est avant tout attaché à comprendre, comme il le dit lui-même, **« par quels chemins une jeune Mexicaine riche et adulée finit-elle par trouver un sens à sa vie, sa propre identité ».**

C'est pourquoi, plus qu'une fidèle reconstitution de la révolution mexicaine, c'est à une étude psychologique que nous avons droit. Et plus qu'à un portrait fidèle de la véritable Antonieta, c'est à une Antonieta vue au travers des yeux d'une jeune psychologue actuelle (Hanna Scygulla) qui réalise une étude sur le suicide des femmes.

Ce parti pris donne évidemment un éclairage particulier au contexte historique et social sans pour autant en diminuer l'intérêt.

Samuel LATAN

« La mort aux enchères »

Un psychanalyste américain (bien sûr) enquête sur l'assassinat d'un des ses patients. Il découvre ainsi une mystérieuse (bien sûr) jeune femme à laquelle il s'attache (bien sûr).

Son enquête le conduit inéluctablement dans les endroits les plus sombres, sous-sols d'immeubles, Central Park, quartiers déserts, couloirs sans fin, entrepôts de marchandises, pavillon isolé, tous lieux qu'il visite la nuit dans un pays où l'éclairage fonctionne très mal, mais où par contre les divagations freudiennes éclairent tous les comportements.

L'auteur a voulu, dit-il, jouer sur les nerfs des spectateurs par le biais de la répétition des situations. L'ennui — qui naquit un jour de l'uniformité — est que le spectateur inquiet et intrigué au début se lasse rapidement de scènes qu'il a déjà vues, y compris dans d'autres films, et d'effets qu'il attend... et qui se produisent effectivement.

Et si, malgré tout, c'est parfois efficace dans l'angoisse et le suspense, l'ensemble reste assez décevant.

A.M.

Sélection cinéma *dans les salles parisiennes*

Films récents...

TRAVAIL AU NOIR.
de Jerzy Skolimowski.

Trois ouvriers polonais clandestins retapent la résidence londonienne d'un bureaucrate. Leur contremaître leur cache le coup d'Etat en Pologne pour qu'ils continuent leur travail.

Ciné Beaubourg Les Halles 3e (vo). 14 Juillet Parnasse 6e (vo). 14 Juillet Racine 6e (vo). Biarritz 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

DANTON
de Wajda

L'affrontement entre Danton et Robespierre et les problèmes de la révolution et de la dictature selon Wajda.

Gaumont Les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Saint Germain Huchette 5e. Hautefeuille 6e. Bretagne 6e. Pagode 7e. Colisée 8e. 14 Juillet 11e. Convention 15e. Wepler 18e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Une fable « rousseauiste » et burlesque sur le thème du bon sauvage confronté au monde fou, fou, fou de notre civilisation.

Gaumont Les Halles 1er (vo). Quintette 5e (vo). Marignan-Concorde 8e (vo). Français 9e. Maxeville 9e. Nation 12e. Fauvette 13e. Mistral 14e. Montparnos 14e. Sept Parnassiens 14e (vo). Convention 15e. Mayfair 16e (vo). Images 18e.

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Bousculant les préjugés, ridiculisant les machos, cette comédie musicale nous emmène avec brio dans le monde du music-hall.

Movies Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint Michel 5e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnos 14e. Tourelles 20e.

DE MAO A MOZART.
ou les aventures d'Isaac Stern en Chine.

Un coup d'œil sur la Chine par le biais de la tournée du violoniste occidental dans les écoles de musique chinoises.

L'Epée-de-Bois 5e (vo). La Pagode 7e (vo).

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE.
de Woody Allen.

Shakespeare et Bergman revus par Woody Allen.

Studio Médicis 5e (vo).

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

Cinq prisonniers bénéficient d'une permission pour revoir leur famille. Un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur le peuple.

UGC-Opéra 2e. 14 Juillet 6e (vo).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD.
de Carl Reiner.

Un pastiche des films policiers des années cinquante. Avec la participation involontaire de Humphrey Bogart, Cary Grant, Ingrid Bergmann et bien d'autres encore. Particulièrement apprécié par les cinéphiles.

Elysée Lincoln 8e (vo).

E.T.
de Steven Spielberg.

Un plaidoyer pour le droit à la différence... de planète.

UGC Opéra 2e. UGC Danton 6e (vo). UGC Normandie 8e. Paramount Mercury 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Galaxie 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Kinopanorama 15e (vo). Paramount Montmartre 18e.

... et moins récents

TOM JONES.
de Tony Richardson.

Une peinture pleine de verve de la société anglaise du XVIIIe, de sa petite noblesse campagnarde. Un film truculent.

Olympic Luxembourg 6e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de John Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Studio Contrescarpe 5e (vo).

CABARET.
de B. Fosse

A travers un cabaret, l'Allemagne et la montée du nazisme de 1931 à 1933.

Noctambules 5e (vo).

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Tiré du roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.

Châtelet Victoria 1er. Le Lucernaire 6e.

LA POURSUITE IMPITOYABLE.
d'Arthur Penn.

Dans une petite ville du Texas, un shérif veut empêcher un lynchage. Un tableau sans complaisance de l'Amérique contemporaine.

Action Christine 6e (vo).

SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN.
de Karel Reisz.

D'après le roman d'Alan Sillitoe. Le « temps libre » vu par un jeune ouvrier anglais dans les années 1950.

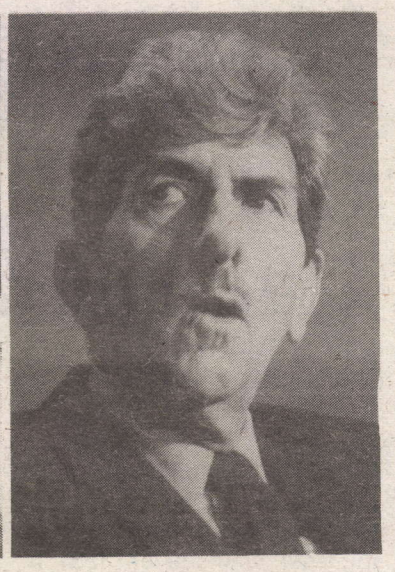
Ciné Beaubourg les Halles 3e (vo).

LA STRADA.
de Fellini.

Les tribulations de deux saltimbanques à travers l'Italie de l'après-guerre. Un classique du néo-réalisme italien.

Cinoche 6e (vo).

Les criminels qu'on juge, et ceux qu'on laisse courir !



Barbie, Massu, et les autres...

Barbie est donc de retour. Le gouvernement socialiste peut se féliciter d'une belle prise. Et il ne s'en prive pas. Car, pour une franche ordure, Barbie était une franche ordure et l'était resté. Alors, qu'il soit jugé, et condamné à passer ce qu'il lui reste à vivre en prison, la peine sera légère au regard des crimes commis.

Cela dit, l'affaire Barbie sent aussi l'opération politique. Les gouvernants socialistes ont voulu montrer qu'ils sont de bons représentants de la bourgeoisie française, tellement bons que leurs concurrents de droite en ont le souffle coupé. Ils diraient bien quelque chose pour se démarquer. Mais quoi ? Alors ils approuvent, avec des formules crispées.

Eh oui, Mauroy et Mitterrand rendent ainsi un nouvel hommage à Jean Moulin et à la Résistance bourgeoise gaulliste. Qui dit mieux ? Qui fait mieux dans les rangs de la droite ?

Mauroy et Mitterrand apparaissent comme ceux qui vengent un peu toutes les familles juives françaises dont des parents et grands-parents sont morts dans les camps nazis.

Et c'est vrai que rarement régime politique n'a engendré autant de brutes et de tortionnaires que le fascisme allemand. Il garde la palme, en quantité. Mais en qualité, d'autres, à commencer par la démocratie bourgeoisie française, ont fait aussi bien.

Il n'y a pas si longtemps, les Guy Mollet et les Mitterrand qui gouvernaient la France pendant la guerre d'Algérie se sont servis de généraux, officiers, parachutistes, policiers, tortionnaires et racistes aussi criminels que les Barbie. Mais ceux-là, le gouvernement socialiste vient de les amnistier. Ils ne sont pas au fort Montluc. Certains vivent tranquilles avec leur retraite de l'armée. Certains sont même encore en activité.

Alors, qu'on juge et qu'on condamne Barbie. Mais ceux qui le font aujourd'hui ne méritent pas d'être célébrés comme bienfaiteurs de l'humanité !

Les années sombres

C'est l'unanimité, du moins de façade, dans les milieux politiques, de gauche et de droite, de la bourgeoisie française. Tous se réjouissent de l'incarcération de Barbie à Lyon et du procès qui suivra... dans un an !

Cela dit, un grain d'inquiétude perce. Et si Barbie parlait, lui qui n'est pas gâteux ? Et s'il disait des noms ? Et s'il en inventait, même ?

Alors, **Le Figaro** se demande : **« Cette plaie mal fermée, faut-il la rouvrir, quarante ans plus tard ? »** Dans ce même éditorial du lundi 7 février, André Frossard écrit : **« Une partie des sinistres activités de Klaus Barbie se trouve couverte par la prescription, et je me demande s'il y a tellement lieu de le regretter, quand on songe que ce tortionnaire n'a pas agi sans le concours, hélas ! d'un certain nombre de délateurs, indicateurs, auxiliaires ou employés de police qui n'étaient pas allemands »...**

Et, comme s'il se sentait dans ses petits souliers à dire ses craintes que le procès dévie, Frossard en appelle à Simone Veil, d'origine juive, qui pense comme lui. Un tantinet mesquin, mais prudent !

Beaucoup plus lâchement, le même **Figaro**, le mardi 8 février, sous la plume de Henri Amouroux, va jusqu'à cacher les complicités de responsables bien français sous les soutanes de l'Eglise catholique : **« Que l'on médite sur le temps qui sera nécessaire, plus de deux ans, avant que l'Eglise ne prenne véritablement position contre les persécutions antisémites inscrites par Vichy dans sa panoplie législative, et l'on comprendra mieux les problèmes moraux qui se sont posés aux Français (celui de l'obéissance des fonctionnaires par exemple), les difficultés qu'ils ont eues à les résoudre ».**

Alors, même si les saints méritent l'enfer, comment ne pas absoudre tant de bons Français ? Eh oui, on comprend que Frossard et bien d'autres, dont des hommes politiques de gauche aussi, souhaitent que le procès Barbie « ne dévie pas » !

Tout le monde sait en effet que pendant l'Occupation bien des gens ont collaboré avec le régime nazi, et cela à bien des niveaux.

La police française d'abord, qui aidait la Gestapo et les SS dans leur chasse aux Juifs, aux communistes et aux résistants. Des préfets ensuite, sous-préfets, maires, qui eux aussi renseignaient l'armée allemande et mettaient la main à la pâte. Et puis il y a eu les méfaits de la Milice, bien française elle aussi.

Nombre de ces ex-collaborateurs ont cherché à se faire oublier à la fin de la guerre, et certains se sont même découvert un passé d'anciens résistants. Mais quasiment tous ont gardé leur place dans la police et dans l'administration. Certains, comme Papon, se sont même retrouvés ministres... de De Gaulle !

Alors bien sûr, beaucoup commencent à être vieux, quand ils ne sont pas morts ! Mais leurs amis politiques, de gauche comme de droite, craignent demain de voir des noms et de mauvaises anecdotes étalés aux premières pages des journaux.

Cette période de 1939 à 1945 est celle que la bourgeoisie française appelle **« les années sombres »**. Gageons qu'elle en restera à l'obscurité, ou du moins au clair-obscur.

Les mercenaires du monde capitaliste

Barbie est considéré comme responsable de 4 000 exécutions et d'au moins 7 500 déportations. Il fut par deux fois condamné à mort par contumace sous l'inculpation de crimes de guerre. Mais la dernière condamnation ayant été prononcée en 1954, depuis 1974 la prescription a joué. C'est donc sous l'inculpation de « crimes contre l'humanité », imprescriptibles, que Barbie sera jugé cette fois.

Klaus Barbie va donc être jugé pour des crimes commis il y a quarante ans, en pleine guerre, sous la terreur fasciste dont il était un des sinistres exécutants.

Mais qui est responsable de cette terreur nazie, de cet antisémitisme qui fit six millions de morts juifs, gazés, brûlés, torturés ? Qui, sinon le fascisme ? Et qui est responsable du fascisme, sinon la bourgeoisie allemande qui n'hésita pas, avec la complicité des autres bourgeoisies occidentales à faire appel aux bandes fascistes pour en finir avec la résistance de la classe ouvrière, détruire ses organisations, transformer le pays en un immense camp de travail ? Parce que la crise économique et sociale du capitalisme des années 1930 n'offrait plus d'autres solutions que ce recours à la haine, la répression, les violences et humiliations institutionnalisées.

Alors les Eichman, Barbie, Mengele et des milliers d'autres ont commis les basses œuvres. Eichman a été pendu voilà plus de vingt ans, Barbie vient d'être emprisonné, Mengele court encore. Mais quand bien même ils seraient tous jugés et condamnés, on n'aurait toujours pas désigné les vrais coupables : tous ceux qui ont voulu ou laissé sauvegarder à ce prix, dans une période de crise, leurs intérêts égoïstes de classe.

Alors le procès Barbie ne peut être qu'un faux procès, comme le furent les procès de Nuremberg ou le procès Eichman.

Les procès de Nuremberg, juste après la guerre, condamnèrent des hommes mais se gardèrent bien de montrer comment le fascisme avait été possible ; comment une bande de criminels avait pu prendre la tête de l'Etat allemand ; avec quels soutiens ; comment la bourgeoisie les avait appelés à son secours.

Alors, pas plus qu'à Nuremberg, pas plus qu'au procès Eichman, justice ne sera faite au procès Barbie.

Aujourd'hui, dans le monde, il y a encore des dizaines de milliers de « Barbie ». Et il n'y en a pas seulement à la tête des Etats dictatoriaux d'Amérique latine.

Il y a les Sharon et Begin à la tête d'Israël ! Il y a eu les Challe, Salan, Zeller, les généraux des guerres coloniales de l'impérialisme français...

Ce n'est pas la justice de la bourgeoisie, d'une classe qui utilise ces hommes-là quand ses intérêts fondamentaux l'exigent, qui fera leur véritable procès. La seule façon de rendre justice pour les crimes passés et de prévenir les futurs, ce serait d'en finir avec l'ordre impérialiste. Ce serait de faire la révolution socialiste. Ce serait que les travailleurs extirpent les racines sociales du mal, au lieu de laisser les bourgeois faire tomber quelques têtes.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.